ISSN 0024-7650
L 15290 - 2445 - F: 1,20 €
Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2445
12 juin 2015
1,20 € • DOM: 1,80 €

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte ouvrière

Le journal d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Plan Valls

Encore des mesures antiouvrières et des cadeaux aux patrons

Hôpitaux

Hirsch doit retirer son plan

pages 4-5

PS

Un congrès de béni-oui-oui pour investir Hollande en 2017

page 2

PS : un congrès de béni-oui-oui pour investir Hollande en 2017

Il y a trois ans, Hollande était élu sur le slogan *« Le changement, c'est maintenant »*. Depuis, la situation des travailleurs a effectivement changé… en pire. En pire, parce qu'il y a 600 000 chômeurs de plus, parce que les conditions de travail sont devenues plus dures et que le niveau de vie a baissé.

Dès son arrivée au pouvoir, Hollande a jeté aux orties son programme de campagne pour adopter la ligne patronale : démantèlement des droits sociaux, allègement du coût du travail et chantage à la réduction de la dette. On en connaît le résultat : un grand patronat qui a traversé le plus gros de la crise sans perdre un euro, et le monde ouvrier sacrifié sur l'autel de la compétitivité et des licenciements.

Et que font les dirigeants socialistes, réunis en congrès le week-end dernier ? Ils applaudissent la politique de Valls-Macron et en redemandent, en offrant à Hollande une standing ovation.

Sarkozy a été accusé d'usurper le mot « républicain », mais cela fait des décennies que les dirigeants du PS usurpent celui de « socialiste ».

Il y a très longtemps, lorsque le mouvement socialiste était digne de ce nom, il défendait les intérêts matériels et politiques des travailleurs. Il luttait contre l'exploitation patronale, dénonçait la loi du profit et se fixait pour but de renverser la bourgeoisie.

Aujourd'hui, le PS est passé dans le camp patronal et en est un serviteur fidèle. Il ne s'agit pas seulement de Hollande, de Valls ou de Macron, mais bien du PS dans son ensemble. Dans ses discours, le PS tient à faire entendre une petite musique sociale mais, au pouvoir, il ne jure que par la rentabilité et la compétitivité patronale, par la croissance des affaires de la bourgeoisie.

Cette semaine encore, le PS justifiera la possibilité pour le patronat de recourir plus largement aux accords de compétitivité, il justifiera le plafonnement des indemnités que les Prud'hommes peuvent prononcer en cas de condamnation de l'employeur, jusqu'au nouveau plan Hirsch qui vise, comme l'ancien, à supprimer des RTT au personnel des hôpitaux parisiens, pour récupérer quelques millions.

En exécutant loyal de la bourgeoisie, Hollande la servira jusqu'au bout de son mandat, et le PS sera avec lui. Jean-Christophe Cambadélis, désormais premier secrétaire du PS, est convaincu qu'avec le retour de la croissance les résultats de la politique gouvernementale ne tarderont pas. Derrière Hollande, les socialistes fondent leurs espoirs sur la reprise. Mais ce n'est pas « l'espoir » qui remplit le réfrigérateur, paye le loyer ou fait le plein de carburant !

Pour rester au pouvoir, les socialistes misent plus sûrement sur l'anti-sarkozysme et la peur du Front national. Le « tout sauf Sarkozy » est en passe de redevenir le slogan numéro un du PS.

Et tous de nous faire croire que la politique se borne à devoir choisir entre un Sarkozy toujours aussi arrogant et méprisant, une Le Pen prônant la guerre entre pauvres, et un Hollande qui n'a pas cessé un seul jour de gouverner en faveur des patrons ! Il faut dire non à ce jeu de dupes où, pour rejeter untel ou unetelle, les travailleurs se privent d'affirmer leurs intérêts.

À gauche de la gauche, Mélenchon et le Parti de gauche, Duflot et les écologistes, Pierre Laurent et le PCF ou Hamon et les frondeurs du PS rêvent de voir naître un « mouvement citoyen », un Podemos ou un Syriza à la française, susceptible de les hisser à nouveau au pouvoir. En tirant à boulets rouges sur le gouvernement, Montebourg, qui a été ministre pendant deux ans, s'est aussi mis sur les rangs.

Toute cette agitation peut réserver bien des surprises, mais il n'y en aura aucune de bonne pour les travailleurs.

Qu'attendre d'ex-ministres du gouvernement ou de frondeurs qui cherchent d'abord à préserver leur carrière en se démarquant de Hollande ? Quant à ceux qui promettent une politique favorable aux travailleurs sans s'engager à combattre la bourgeoisie, ce ne sont que des bonimenteurs.

On ne combattra pas le chômage sans empêcher le grand patronat de licencier. On ne répartira pas le travail entre tous et on ne créera pas d'emplois sans prendre l'argent où il est, c'est-à-dire sur les dividendes des grands actionnaires. On ne préservera pas nos conditions de vie sans combattre la mainmise des banquiers et le chantage des financiers au paiement de la dette.

Le capital financier, responsable de la crise, s'est déjà largement remboursé sur notre dos ; les classes populaires n'ont plus à se saigner pour lui.

C'est à se défendre et à se battre pour une telle politique que les travailleurs doivent se préparer.

Au sommaire

ENTREPRISES

Assistance publique – Hôpitaux de Paris : la lutte contre le plan Hirsch 4/5
- Groupe hospitalier Est
- Pitié Salpétrière
- Tenon
- Saint-Louis

Kempf – Alençon 5
CEA Le Ripault 5
Otis – Gien 5
PSA Rennes 10
PSA Mulhouse 10
PSA Poissy 10
Continental 11
Toyota – Onnaing 11
HSBC 11
SCA – Orléans 12
Tefal – Annecy 12
MyFerryLink – Calais 12
Technicolor Rennes 13
Intermarché Bruay-la-Bussière 13
Celio France 13
Areva – Chalon-sur-Saône – Saint-Marcel 14
Adrexo – Angers 14
Daunat – Sevray 14
Rio Tinto-Alcan 14

LEUR SOCIÉTÉ

La finance et la crise 3
Le plan Valls pour les petites entreprises 3
De nouvelles attaques sur les retraites 3
Migrants arrêtés à Paris 6
Ecoles de Saint-Denis 6
Hausse des cantines scolaires 6
Restrictions budgétaires à l'action sociale 7
Sécurité sociale (93) 7
Vacances : les handicapés taxés 7
Areva 7

DANS LE MONDE

Turquie : les élections législatives, une claque pour Erdogan 8
Un an après la prise de Mossoul par Daech 8
L'accord Inde-Bangladesh 9
Congo : le pillage de la forêt tropicale 9
Argentine : mobilisation contre les violences faites aux femmes 9
Grèce : Tsipras, refus et renégociation 16
Espagne : les partis en pleine tractation 16

LIVRE

Sam Johnson : *Toute ma vie, j'ai lutté* 15

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Crise économique : les sables mouvants de la finance

L'économie capitaliste mondiale ne semble pas près de sortir de l'ornière. Sept ans après la crise financière de 2008, les financiers eux-mêmes s'alarment de la situation et des contradictions dans lesquelles leur propre système s'empêtre.

Alors que les États-Unis étaient présentés il y a peu comme une des rares économies sortant de la crise, les estimations pour le premier trimestre 2015 ont montré que cette économie des États-Unis avait reculé de 0,7 %. Annonce qui a poussé les organismes économiques internationaux à revoir leurs prévisions à la baisse. Et l'ensemble des Bourses mondiales se sont mises à chuter.

Tous les économistes notent que le point noir est toujours la faiblesse de l'investissement productif. *« Comme si nous ne croyions plus en l'avenir »,* a dit un éditorialiste *des Échos*, précisant que *« le volume de l'investissement dans les pays avancés est aujourd'hui inférieur d'un quart à ce* [que les économistes avaient] *anticipé avant la crise financière* [de 2008]. » L'ancien secrétaire d'État au Trésor des États-Unis, Larry Summers, interviewé par le même journal, a même déclaré : *« La stagnation séculaire menace le monde dans les années à venir. »*

Pourtant, les banques centrales qui contrôlent l'émission des monnaies comme le dollar, l'euro, la livre ou le yen, n'ont cessé depuis des années, et même des décennies, de prêter des sommes faramineuses aux banques et, indirectement, aux groupes industriels. Mais cela n'a pas favorisé l'investissement productif. Cela a au contraire contribué à étouffer la production dans une financiarisation de l'économie sans cesse plus envahissante.

En effet les capitalistes n'ont pas plus investi dans la production, où cela pourrait avoir une utilité sociale en accroissant la production de richesses. Ils ont surtout cherché à introduire leur capital privé partout, pour s'accaparer la richesse sociale déjà existante. La financiarisation de l'économie a signifié l'introduction de rapports marchands et financiers là où il y avait avant un peu d'organisation étatique.

Ainsi, les budgets de la santé et des hôpitaux, ceux des transports publics ou ceux des collectivités locales sont devenus des proies pour les capitaux privés. Ceux-ci se sont introduits directement, via des privatisations partielles ou totales, ou indirectement, par le biais des emprunts auxquels des organismes publics, comme les hôpitaux ou les municipalités par exemple, ont eu de plus en plus recours, du fait entre autres de la baisse des dotations publiques. Les budgets des États ont été comme jamais la cible des capitaux privés. Et, à travers les intérêts versés aux banques, le capital privé en est venu à prélever une véritable dîme sur tous ces organismes publics endettés.

La raison du marasme de l'économie est fondamentalement le parasitisme croissant du capital et de la classe qui le possède, la bourgeoisie. Ce n'est pas un changement de politique ni un changement de gouvernement qui pourront y remédier. C'est bien plus qui sera nécessaire : l'expropriation de cette classe sociale et la mise en place d'une économie planifiée démocratiquement et organisée en fonction des besoins de l'immense majorité.

Pierre Royan

Plan Valls : encore un pas vers la fin du CDI

Mardi 9 juin le Premier ministre Valls a annoncé une nouvelle série de mesures « en faveur de l'emploi » qui sont, comme toujours, autant de cadeaux aux entreprises. La particularité de cette nouvelle série est qu'elle s'adresse aux très petites entreprises (TPE, moins de dix salariés) et petites et moyennes entreprises (PME, moins de 250 salariés).

Les CDD, qui constituent déjà 85 % des embauches, seront désormais renouvelables deux fois, flexibilisant un peu plus le travail. Les seuils sociaux seront gelés trois ans, reculant d'autant les obligations sociales des entreprises qui passent de 10 à 11 salariés ou de 49 à 50. Les accords de maintien de l'emploi, permettant de faire varier horaires et salaires au gré du patron, pourront durer cinq ans au lieu de deux. De plus, un travailleur refusant cette flexibilité, voire cette baisse de salaire, sera désormais licencié selon le droit commun.

Mais l'attaque la plus brutale concerne les indemnités de licenciement. Lorsqu'un tribunal de prud'hommes juge qu'un licenciement est abusif, sans cause réelle et sérieuse selon les termes consacrés, il peut exiger que l'employeur verse des indemnités supplémentaires, excédant les indemnités légales. Le gouvernement vient, comme le demandait le patronat, de plafonner ces indemnités, autrement dit de donner un prix forfaitaire, pas bien élevé, aux licenciements. Cela ne concerne que les entreprises de moins de 250 salariés, mais Valls indique dès maintenant que la question sera posée prochainement pour toutes les autres.

La propagande du gouvernement, relayée par les commentateurs, même les plus critiques, affirme que c'est à partir des TPE et des PME qu'on peut résoudre la question de l'emploi, car elles représentent 50 % des emplois. Mais c'est faux. Non seulement les 243 plus grandes sociétés du pays salarient 30 % des travailleurs, mais surtout elles sont à l'origine du chômage de masse, car ce sont elles qui réduisent les emplois, étranglent les sous-traitants, appauvrissent la population et détruisent le tissu économique. De plus, les groupes capitalistes dictent leur politique au gouvernement, trustent tous les cadeaux, profitent de toutes les commandes et de toutes les mesures. Et, en fait, les mesures antiouvrières du plan Valls pour les TPE-PME non seulement ne créeront aucun emploi, mais aboutiront à un profit supplémentaire dans les coffres des grands trusts. Car toute la société est organisée pour cela.

Paul Galois

Retraites : de nouvelles attaques se préparent

Le rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites (COR) annonce un avenir sombre pour les retraites, ou plus exactement pour les retraités. Ce n'est pas étonnant.

Depuis sa création, en 2000, par le gouvernement socialiste de Jospin, cet organisme est censé fournir un diagnostic soi-disant objectif, et consensuel, sur l'état du régime des retraites sur le plan financier et sur les mesures à prendre pour le consolider.

Pour évoquer l'avenir possible du système des retraites, le COR bâtit plusieurs scénarios, à partir d'hypothèses sur l'évolution des revenus d'activité et celle du taux de chômage dans les années qui viennent.

Dans son scénario dit central, l'organisme prévoit par exemple que le régime des retraites n'arrivera pas à l'équilibre avant le début des années 2030. Et ce serait à condition que l'âge moyen de départ à la retraite passe à un peu plus de 64 ans à la fin des années 2030, contre 61 ans en 2013.

Tout ça pour en arriver finalement, comme les rapports précédents, à la constatation que, comme l'écrit le journal *Les Échos*, le déséquilibre financier des régimes de retraite *« perdure en dépit des engagements des gouvernements successifs, et alors que la dernière réforme du régime général n'a qu'un an »*. Il s'agit en fait de préparer l'opinion et les retraités actuels et futurs à de nouvelles dégradations de leur situation.

Qu'il y ait un problème récurrent de financement des caisses de retraite, c'est une évidence. Et si les rapports successifs du COR montrent quelque chose, c'est que ce n'est pas en reculant encore l'âge de la retraite qu'il peut être résolu.

Ce n'est pas parce que les salariés ne travaillent pas assez longtemps que les caisses sont vides. C'est l'aggravation de la crise économique, l'explosion du chômage, l'appauvrissement d'une fraction de plus en plus grande de la population et les cadeaux du gouvernement Hollande-Valls au patronat, sous forme d'exonérations ou de diminutions de cotisations, qui se traduisent par un recul des rentrées de cotisations, et expliquent l'aggravation du déficit des comptes du régime général de la Sécurité sociale. Pour sauver les régimes de retraite, c'est à ceux qui sont responsables de cette situation, au patronat et aux actionnaires des grandes entreprises, qu'il faut s'en prendre : c'est à eux de payer pour les retraites des travailleurs.

Jean-Jacques Lamy

AGENDA

Fêtes régionales

Bourges

Samedi 13 juin
à partir de 14 h 30

Salle des fêtes
Vignoux-sous-les-Aix

Perpignan

Dimanche 14 juin
à 11 h 30

Terrain de la Chapelle
Saint-Pierre à Claira

Marseille

Dimanche 21 juin
à partir de 11 h

Parc de Valabre
Gardanne

Mulhouse

Dimanche 21 juin
à partir de 11 h 30

Salle du Lerchenberg
11, rue du Cercle
Mulhouse-Dornach

Assistance publique-Hôpitaux de Paris : Hirsch doit retirer complètement son plan

L'ensemble des syndicats de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, l'AP-HP, a appelé à une « mobilisation massive le 11 juin », avec rassemblement devant le siège central et la possibilité qu'il soit suivi d'une marche vers l'Élysée. À la suite des deux journées de grève et de manifestation des 21 et 28 mai contre le projet de remise en cause des jours de récupération (RTT), des temps de repas et d'autres droits aux congés, le directeur général des 38 hôpitaux de l'AP-HP, Martin Hirsch, a opéré un recul certain sur la forme, tout en gardant son objectif de faire travailler plus les hospitaliers, à moins nombreux et sur n'importe quel horaire. Cette journée de grève et de manifestation permettra donc aux salariés de dire haut et fort ce qu'ils pensent de toutes ces manœuvres.

LO

Dans la manifestation du 28 mai.

Un recul sur la forme….

Le mécontentement qui s'est exprimé lors de ces deux journées précédentes entre autres a donc amené Hirsch à envoyer aux représentants syndicaux le 2 juin une déclaration accompagnée d'un nouveau texte à négocier. En réponse aux manifestants qui criaient *« Le plan Hirsch à la poubelle »*, ce dernier a déclaré que son projet, celui remis le 23 avril et qu'il entendait appliquer accord ou pas, n'avait plus d'existence.

Pour arrondir les angles, Hirsch utilise un langage consensuel. Il n'y a donc plus de sa part la volonté de passer en force sans l'accord des syndicats avec comme date butoir le 18 juin. L'accord de 2002 organisant la mise en place des 35 heures et l'organisation du travail, avec les 20 et jusqu'à 26 jours de récupération, est donc, selon les nouvelles déclarations de Hirsch, toujours valide. Il se proposerait seulement de l'amender. De plus, il renonce à généraliser la journée de 7 heures. Mais quand il s'engage à garantir à tous au moins 15 jours de RTT, cela veut dire qu'il se prépare à reprendre les autres jours existants.

…mais pas sur le fond

Car, après ce « je vous ai compris », Hirsch précise ses objectifs. Aussi il propose dans une annexe au texte de supprimer tous les horaires de travail existants, de 7 h 50 ou 7 h 36, pour les ramener à 7 h 30, ce qui ferait perdre à chacune des catégories concernées entre 3 et 7 jours de RTT sur l'année.

Mais les attaques envisagées ne s'arrêtent pas là. Certes, Hirsch ne remet plus en cause la demi-heure de repas des personnels soignants comptée comme temps de travail, mais c'est pour affirmer sa volonté de s'attaquer à celle de tous les autres, administratifs, ouvriers, etc., en essayant ainsi de créer une division entre les différentes catégories de salariés.

Enfin Hirsch voudrait mettre en route dès maintenant les nouveaux horaires dans un certain nombre d'hôpitaux « à titre expérimental », pour en tirer le bilan de « façon consensuelle » à l'automne prochain, déclare-t-il.

Et surtout le fond demeure. Il s'agit de flexibilité et d'annualisation, comme c'était prévu dès le départ par le grand patronat dans la loi Aubry sur les 35 heures, transposée dans sa version hospitalière de 2002.

La réaction du personnel et l'attitude des directions syndicales

Face à cette grave offensive, les directions syndicales qui n'avaient guère montré d'enthousiasme à appeler à la première journée de grève du 21 mai ni à celle du 28 mai, décidée suite à une certaine pression de leur base, ont gardé comme horizon les négociations. Cependant, à la veille de la troisième journée appelée pour le 11 juin, la revendication de retrait total du plan Hirsch « ni amendable, ni négociable » tient toujours à cœur aux travailleurs mobilisés. En effet, ce plan n'est que la dernière des multiples versions destinées à camoufler le véritable problème des hôpitaux : le manque de personnel. Non, répondent les salariés, il ne s'agit pas d'un problème d'organisation du travail mais d'embauches !

Les salariés ne peuvent compter que sur leur détermination pour faire remballer son nouveau projet à Hirsch. Le ras-le-bol des sacrifices, de la détérioration insupportable de leurs conditions de travail, des restrictions permanentes dans tous les domaines, de la fatigue qui s'accumule, du dégoût qui peut naître sur la façon dont on prodigue les soins, tout encourage à se faire entendre davantage. Des premiers reculs ont été obtenus avec seulement deux jours de grève et manifestation, cela devrait encourager à maintenir voire augmenter la mobilisation. C'est ce qu'on peut espérer de mieux, pour les salariés de l'AP-HP et pour ceux des autres hôpitaux du pays tout autant attaqués.

Correspondant LO

Groupe Hospitalier Est (Tenon, Trousseau, Saint-Antoine) : trois hôpitaux, unis, pour dire NON à Hirsch

Suite aux manifestations réussies des jeudis 21 et 28 mai, il paraissait aller de soi de se retrouver également le 4 juin. L'intersyndicale centrale ayant choisi de ne pas appeler avant le 11 juin à une nouvelle journée de toute l'AP-HP, les assemblées générales de Saint-Antoine, Trousseau et Tenon, à l'appel de militants syndicaux locaux, ont voté le principe d'une journée de grève supplémentaire le 4 juin. Les collègues présents avaient envie de faire la démonstration qu'ils étaient contre le projet Hirsch et de profiter de toutes les occasions pour se retrouver nombreux.

Le jeudi 4 juin, les trois hôpitaux, appartenant au même groupe hospitalier, se sont retrouvés à 260 à l'hôpital Saint-Antoine pour une assemblée générale commune et un repas pris ensemble, pour certains en pique-nique, pour d'autres au self de l'hôpital qui était « gratuit » pour les grévistes. Après le repas, ils sont partis en manifestation dans le quartier en criant les slogans *« Retrait du plan Hirsch »*, *« Non négociable, non amendable »*. La population à laquelle ils ont distribué un tract d'explication a montré sans équivoque son soutien en les applaudissant à leur passage.

Tous ceux qui étaient présents n'ont pas regretté d'avoir participé à cette journée de mobilisation qui marquait une étape avant la grande journée d'action du jeudi 11 juin qui se fera tous ensemble.

Correspondant LO

Tenon – Paris 20e : un mouvement qui se structure

Depuis une semaine, un rendez-vous est donné tous les jours pour manger ensemble dans la cour d'honneur lors de la pause de trente minutes. C'est l'occasion de mieux se connaître et de prendre un vrai bol d'air.

À l'hôpital Tenon, dès avril, s'était constitué un comité de vigilance d'une quinzaine de membres du personnel, qui s'est renforcé par la suite.

À partir du 21 mai, quand le mouvement des hôpitaux a débuté, des actions locales ont pu s'organiser à l'aide de ce comité : diffusion de tracts, intervention à la journée portes ouvertes, tours de services, préparation de banderoles…

Certains ont révélé des talents de création de chanson à chaque temps fort, d'autres pour créer de nouveaux slogans pour les manifestations ou participer à des apparitions publiques expliquant les raisons de leur colère aux usagers, des tournées de service pour convaincre des nouveaux d'en être le 11 juin pour manifester.

En se plaçant dans la durée, le mouvement a permis au personnel en mouvement de s'y impliquer et de réfléchir à la façon de contribuer à sa réussite.

Correspondant LO

Pitié-Salpêtrière : le mécontentement est vif

À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, les assemblées générales continuent deux fois par semaine. Après être sortis à 800 manifestants les 21 et 28 mai derniers, la volonté de participer à la journée de grève du 11 juin était dans bien des têtes.

Pour l'instant environ 150 hospitaliers se déplacent aux assemblées générales. Plusieurs viennent sur leur temps de pause, sur leur journée de repos, s'arrangent avec leurs collègues pour « sortir » du service. Les grévistes se déclarent comme tels les journées de temps forts.

Le plan Hirsch est vécu par une grande partie du personnel comme une provocation et une insulte. En effet, aujourd'hui déjà dans bien des services les transmissions se font en plus des heures de travail. Ainsi la diminution fictive de 6 minutes ne passe pas. De jeunes infirmières, au début du mouvement, quand l'incrédulité face au projet de Hirsch dominait, s'exclamaient *« Mais sans les RTT, on ne va pas tenir ! »* Nombreuses sont celles qui ont participé aux manifestations.

Et c'est la même chose dans toutes les professions à l'hôpital. Les administratifs, les ouvriers, les secrétaires médicales, les kinés, les diététiciennes, les techniciens de laboratoires, tout le monde a vu sa charge de travail augmenter.

Alors nous demander encore plus de sacrifices quand cela fait des années que nous en faisons, cela ne passe pas !

Tout le monde sait que la seule réforme à faire à l'hôpital (y compris pour régler le « problème » des 35 heures) serait d'embaucher massivement, à hauteur des besoins.

Les économies que voudrait imposer Hirsch, 22 millions d'euros, alors que l'État donne des milliards aux entreprises, cela ne passe pas auprès des collègues. Pas plus qu'ils ne croient que Hirsch veut sauvegarder des emplois, des postes. Car qui peut croire que, si on nous retire des jours de RTT, cela épargnera des emplois ? Dans beaucoup de services des hospitaliers partent à la retraite sans savoir s'ils seront remplacés.

Les travailleurs hospitaliers voient bien le décalage entre les discours et la réalité. C'est bien pourquoi le mouvement semble vouloir durer.

Correspondant LO

LO

Saint-Louis – Paris 10e : assez responsables pour soigner et décider

Lundi 8 juin au matin, le personnel en lutte de l'hôpital Saint-Louis entassait des lits dans le hall. Le midi, il rendait gratuit le self du personnel. L'après-midi, il envahissait une réunion, que la directrice dut annuler. Elle s'en retourna dans ses bureaux, bientôt suivie par 70 manifestants continuant à lui crier aux oreilles leur refus du plan Hirsch.

La semaine précédente, la direction avait prétendu que le personnel en lutte était manipulé par les syndicats. Les assignations à tort et à travers effectuées par les cadres ont aussi exaspéré. Toute l'année, le personnel a la vie des patients entre ses mains ; là, on le considère comme responsable. Mais lorsqu'il lutte pour ses conditions de travail à lui, il ne le serait plus ?

Par ces actions, le personnel a tenu à montrer à la direction de l'hôpital qu'il était capable d'agir par lui-même, sans attendre la manifestation du 11 juin.

Correspondant LO

Kempf – Alençon : refus des licenciements

C'est par le mandataire judiciaire du tribunal de commerce que les vingt-cinq travailleurs de l'entreprise de peinture et de revêtement Kempf à Alençon, dans l'Orne, ont appris leur licenciement collectif jeudi 4 juin.

La demande de liquidation judiciaire a été déposée la veille par le patron alors que le même jour des élections de délégués du personnel étaient organisées dans l'entreprise. À aucun moment, les salariés n'ont eu connaissance de ce que tramait le patron. Ils ont décidé d'occuper leur entreprise jour et nuit. Et même si le mandataire leur a promis que leurs salaires et leurs indemnités leur seraient payés rapidement, eux refusent leur licenciement et veulent que leur patron leur rende des comptes et en particulier leur paye les heures de trajet non rémunérées qu'il leur doit depuis trois ans.

Mais le patron, qu'ils ont essayé de coincer à son domicile, a disparu. Son fils, par ailleurs directeur général de l'entreprise, a eu droit également à un sit-in devant chez lui avec banderoles et sono. Il a pris la fuite au volant de sa voiture.

En 2014, l'entreprise a déclaré des bénéfices et son patron est gérant d'une deuxième entreprise. Les travailleurs ont donc de bonnes raisons de lui demander des comptes et de ne compter que sur eux-mêmes pour obtenir gain de cause.

Correspondant LO

CEA – Le Ripault : contre la fermeture

LO

Il y a un mois et demi, la direction du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) annonçait la fermeture pour 2019 du centre du Ripault, situé près de Tours, qui travaille dans le secteur de la recherche pour les applications militaires.

Ce centre regroupe 540 salariés CEA, qui subiraient pour la plupart une mutation forcée près de Bordeaux. L'inquiétude et la colère sont grandes, d'autant que certains d'entre eux avaient déjà été mutés au Ripault en 2013 après la fermeture d'un autre centre CEA, près de Reims. Pour les plus de mille sous-traitants et emplois induits, aucune solution n'est prévue. Pour la région c'est un des gros employeurs qui disparaîtrait.

Depuis l'annonce, les salariés se mobilisent pour refuser la fermeture du centre : pétition, manifestations à Tours, prise à partie de Marisol Touraine, ancienne élue de la région... Mardi 9 juin, ils sont montés à plus de 300 au siège du CEA, qui se trouve sur le centre de Saclay, dans l'Essonne, pour demander des comptes à la direction, réunie pour un comité national. Pendant qu'une délégation était reçue, ils ont manifesté dans le centre, puis ont tous ensemble mangé à la cantine avec les salariés de Saclay. L'après-midi, ils sont allés dans les beaux quartiers parisiens, manifester devant le ministère de la Défense, où une délégation a de nouveau été reçue.

L'administrateur général du CEA a confirmé sa volonté de fermer Le Ripault et refuse de s'expliquer invoquant « le secret défense »-« le secret dépense », disent les pancartes des manifestants. Le ministère, quant à lui, prétend n'avoir jamais demandé de fermeture de centre, mais confirme les économies budgétaires demandées au CEA. Les uns comme les autres affichent ainsi leur mépris des salariés, accueillis à Saclay puis à Paris par des gendarmes, des CRS et des grilles fermées.

La conclusion de cette journée de mobilisation était claire : aujourd'hui dans la rue, demain on continue !

Correspondant LO

Otis – Gien : en grève

Comme dans l'ensemble des sites du groupe Otis, fabricant d'ascenseurs employant 4 900 salariés en France, 350 travailleurs de l'usine de Gien sont en grève depuis le 8 juin. Ils sont mobilisés pour l'augmentation de leurs salaires, la défense de leurs conditions de travail et de l'emploi.

À Gien, où travaillent 546 personnes, la production est arrêtée et les ateliers sont quasiment vides, selon un délégué syndical.

Alors que le groupe fait des bénéfices record, les patrons n'ont lâché aucune augmentation de salaire lors des négociations annuelles de février 2015. Depuis 1961, c'est la première fois qu'ils se le permettent. Rien qu'à Gien, 102 millions de bénéfices ont été réalisés. Largement de quoi répondre à la revendication des travailleurs de 100 euros d'augmentation minimum par mois.

Correspondant LO

Migrants arrêtés à Paris : la solution du gouvernement

Mardi 1er juin, une vaste opération de police avait démantelé le campement installé depuis des mois sous le métro aérien près du boulevard de La Chapelle, où se retrouvaient dans des conditions insalubres près de 400 migrants ayant fuit la guerre au Soudan, en Érythrée ou en Éthiopie et ayant survécu à la traversée du désert et de la Méditerranée.

R.LESCUIRIEUX

Lors de l'évacuation, les autorités avaient parlé d'un dispositif « très bien organisé », promettant une prise en charge des migrants et des solutions de relogement adaptées à chacun.

Si quelques familles ont pu bénéficier d'un relogement un peu plus durable, souvent en lointaine banlieue, la plupart des évacués, y compris des femmes enceintes et des nourrissons, se sont retrouvés à la rue après quelques nuits d'hôtel. Sans argent ni nourriture, avec leur peu d'affaires dispersées et leurs tentes détruites, ils se sont retrouvés à errer dans Paris. Ils ont bien tenté de se réinstaller la semaine dernière à proximité de l'église Saint-Bernard, qui avait été occupée en 1996. À l'époque déjà, le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré, après avoir fait intervenir les CRS, avait parlé d'une expulsion avec « humanité et cœur ». Aujourd'hui, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, n'a pas été en reste, parlant de « solution la plus humaine possible ». Elle a consisté à disperser dès vendredi 5 les migrants, les rejetant dans les parcs alentour ou les obligeant à prendre le métro par petits groupes, tout en collant des CRS à leurs basques pour éviter qu'ils ne se rassemblent à nouveau.

Et lundi 8 juin dans l'après-midi, alors que les migrants s'étaient regroupés sur le parvis de la halle Pajol dans le 18e arrondissement pour bénéficier d'une distribution de nourriture, ils ont vu arriver des CRS en nombre. Des riverains, des militants associatifs ou politiques ont bien tenté de faire un cordon pour les protéger, mais ils ont été rapidement dispersés par les charges de CRS et séparés des migrants. Ceux qui tentaient de s'enfuir ont été brutalement mis au sol, pour certains matraqués, et une centaine ont ensuite été évacués dans des bus, dans le but affiché de les expulser s'ils ne répondent pas aux critères de plus en plus restreints du droit d'asile. Des gens du quartier scandalisés, qui s'opposaient à cette rafle, ont été dispersés avec du gaz lacrymogène par les CRS.

Et le comble c'est qu'aujourd'hui les autorités présentent ces gestes de solidarité comme de la manipulation politique, et accusent les migrants de refuser les solutions proposées. Mais les caméras présentes et les témoignages des migrants eux-mêmes montrent que les autorités ont décidé d'utiliser une violence accrue, pour tenter de les disperser.

Plutôt que de mettre en place une solution durable, qui ne poserait aucune difficulté dans une ville aussi riche que Paris, les autorités continuent de vouloir disperser la misère, cherchant à empêcher les migrants d'être trop voyants et de s'organiser pour tenter de se défendre.

Face à des autorités adeptes de la matraque dépourvues de la plus simple humanité, la solidarité des travailleurs doit aller entièrement du côté de tous ceux, d'où qu'ils viennent, qui sont nos frères de classe.

Gilles Boti

Saint-Denis : « On veut la même école »

Environ deux cents parents d'élèves et professeurs des écoles ont investi joyeusement la très huppée Maison d'éducation de la Légion d'honneur, en plein centre-ville de Saint-Denis. Dans cette ville, où les parents se battent depuis des mois pour obtenir que devant chaque classe il y ait un enseignant, cette institution est devenue un symbole de l'inégalité en matière d'éducation.

La Maison de la Légion d'honneur a été ouverte par Napoléon pour les jeunes filles pauvres orphelines d'un militaire ayant obtenu la Légion d'honneur. Depuis, ce ne sont plus les pauvres qui y entrent, mais les descendants de membres portant à un titre ou un autre cette distinction. Et les conditions d'enseignement y sont excellentes ; un parc arboré de 17,6 hectares, un auditorium de 500 places. Chaque élève dispose en moyenne de 300 m² de pelouse, alors que les enfants de l'école voisine disposent de 2,5 m² de béton. Ainsi parents et enfants criaient de bon cœur *« On veut la même école »*, une banderole affirmait : *« Si ces jeunes-filles ont des pianos, nos enfants méritent l'orchestre ! »*

Les parents sont d'autant plus remontés que l'année a été particulièrement difficile. Dès la rentrée, il manquait 18 enseignants à Saint-Denis. Ce sont principalement des contractuels, recrutés parfois directement par Pôle emploi, n'ayant bénéficié d'aucune formation, qui ont été mis devant les élèves. Nombre d'entre eux n'ont d'ailleurs pas tenu. L'école Carson-Besson par exemple a vu défiler pas moins de 30 contractuels en une année ! Et la situation n'est pas près de s'arranger, puisque le rectorat prévoit la nomination de 240 professeurs des écoles sur le département alors que la seule montée démographique nécessiterait l'ouverture de 340 classes. Autant dire que la rentrée prochaine sera pire, puisque le rectorat entérine la pénurie des enseignants sur le département.

Cette occupation symbolique de l'école de la Légion d'honneur s'est terminée par un pique-nique convivial. La presse s'est au moins déplacée et le préfet a été obligé d'interrompre ses courses du week-end pour venir se rendre compte de la situation. Cette journée a permis aux familles de passer un bon moment, dans un cadre qu'elles rêveraient d'avoir pour leurs enfants.

Correspondant LO

Cantines scolaires : le gouvernement pousse à la hausse

De nombreuses municipalités prévoient des augmentations du prix de la cantine à la rentrée de septembre, en raison entre autres de la baisse des dotations versées par l'État aux collectivités locales.

À Toulouse par exemple, la gratuité pour les familles les plus modestes va être supprimée. D'autres communes vont pratiquer des augmentations de 10, 20 ou 30 %, comme à Sceaux en région parisienne, qui va faire passer le repas à 9 euros pour le tarif maximum.

D'autres communes, en plus des augmentations, cherchent un moyen de grappiller sur la qualité des repas, en supprimant l'entrée ou le dessert sans baisser le prix, ou encore incitent les parents à préparer eux-mêmes le repas de leur enfant.

Il est prévisible qu'un grand nombre de familles, incapables de supporter les augmentations, retireront leurs enfants de la cantine. Cela n'améliorera certainement pas l'équilibre alimentaire des enfants les plus pauvres, quand parfois le repas de l'école est le seul vrai repas de la journée.

Dans cette situation, le premier responsable est bien sûr le gouvernement, qui a réduit de 11 milliards d'euros les fonds alloués aux collectivités territoriales. Les municipalités doivent ainsi assumer sa politique.

Et certaines choisissent d'en faire payer le prix aux enfants, particulièrement ceux des classes populaires.

Jacques Le Gall

Action sociale – Angers : contre les restrictions budgétaires

Depuis deux ans, les salariés de l'Action sociale du Maine-et-Loire, rejoints par ceux du conseil départemental, n'en sont pas à leur première manifestation contre les diminutions de budget, les suppressions de postes et le démantèlement de leurs services qui en découle.

Lundi 8 juin, 200 salariés et militants syndicaux ont participé à un « pique-nique de lutte » devant le conseil départemental, à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, Sud et CFDT. Ils ont saisi l'occasion d'une réunion des élus du département, pour dire qu'ils refusent de faire les frais des restrictions, qu'elles viennent de gauche avec le gouvernement ou de droite avec le conseil départemental.

Celui-ci se plaint d'être dans le rouge. Mais c'est sur les plus fragilisés qu'il choisit de faire des économies en coupant les vivres aux associations, notamment celle de la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence ! Les salariés de la prévention spécialisée ont déjà connu des licenciements et ignorent quel budget ils auront en 2016. Les services remis en question concernent les accompagnements provisoires jeunes majeurs et la mise en place effectuée de 300 mesures de placement prononcées par les juges pour enfants, actuellement en attente. Quant aux éducateurs de prévention dans les quartiers, ils voient leurs moyens diminuer.

Les travailleurs du social dénoncent aussi les coupes claires dans le budget des foyers de jeunes travailleurs, des centres de loisirs et la suppression de l'aide aux familles pour le départ en vacances.

Visiblement, les élus n'ont pas les mêmes priorités que les salariés qui côtoient tous les jours de plus en plus de familles et d'enfants en grande précarité !

« Gérer la misère avec la misère, ça suffit ! » Et tous ceux qui se sont exprimés ont bien conscience que la lutte doit s'amplifier : le prochain rendez-vous a été annoncé pour le 25 juin, à l'occasion d'une journée de grève nationale dans la santé et l'action sociale.

Correspondant LO

Sécurité sociale en Seine-Saint-Denis : des économies sur les plus pauvres

La caisse primaire d'assurance-maladie de Seine-Saint-Denis annonce qu'en septembre elle fermera 18 de ses 33 points d'accueil. Dans ce département populaire, il sera encore plus difficile de rencontrer un conseiller. Les files d'attente vont s'allonger, la tension va croître entre assurés et employés, les fermetures temporaires de centres vont se multiplier, et la population se sentira, à juste titre, abandonnée par l'État.

Le directeur de la CPAM ose déclarer : *« Mon objectif est de garantir la continuité d'un service qui s'est fortement dégradé ces dernières années. »* Oui, le service de la Sécu s'est dégradé, au fil des restructurations et des réformes imposées par la droite ou par la gauche. Mais c'est une dégradation supplémentaire qui s'annonce, contrairement à ce que prétend le directeur.

L'objectif réel, qui est national, est de faire des économies sur la Sécurité sociale. Si l'on peut économiser en Seine-Saint-Denis, quel département sera à l'abri ? L'économie représenterait ici 1,5 million d'euros : moins de locaux à louer, 166 emplois supprimés. 1,5 million, c'est précisément le nombre d'assurés sociaux du département. En carottant un euro par personne, l'État pourra un peu plus exonérer de cotisations les grandes entreprises.

Les syndicats de la Sécurité sociale contestent cette restructuration, y compris la CFDT qui pourtant applaudit par ailleurs à toutes les prétendues réformes du gouvernement. Même le président PS du département, élections régionales obligent, a manifesté à Bobigny contre cette mesure d'un gouvernement qu'il soutient. Mais pleurer ne fera pas reculer la CPAM et le gouvernement. Seule la lutte des usagers et des employés, à l'échelle nationale, pourra les faire reculer.

Vincent Gelas

Vacances : les handicapés taxés !

La loi de finances 2015 a supprimé l'exonération de la taxe de séjour pour les personnes handicapées. Cette taxe est perçue par les communes qui le décident sur les nuits d'hôtel, en camping ou dans d'autres hébergements, et sert à financer les équipements touristiques et les charges que constitue pour les municipalités l'afflux périodique de touristes.

À l'approche des vacances d'été, les associations de handicapés dénoncent cette mesure qui va réduire l'accès aux vacances pour des handicapés dont les ressources sont souvent très faibles. L'allocation pour adulte handicapé (AAH) est en effet de 800 euros. Vacances au présent, une association qui organise des vacances pour les handicapés, a déjà constaté une réduction de la durée des séjours ces dernières années. La fin de l'exonération de la taxe de séjour ne va pas arranger les choses.

Il y a quelques mois, le gouvernement avait déjà reculé l'application de la loi rendant obligatoire l'accessibilité des lieux accueillant du public et des transports aux personnes handicapées. Au lieu de 2015 comme prévu, cela se fera en 2018 ou en 2024… voire à la saint glinglin. L'État ne fait pas non plus appliquer l'obligation pour les employeurs d'embaucher 6 % de personnes handicapées, pas plus qu'il ne l'applique lui-même, puisque le taux de handicapés est seulement de 4,5 % dans la fonction publique.

Le candidat François Hollande s'était engagé en 2012 à faire de l'intégration des handicapés une de ses priorités. Il a réussi à les intégrer dans le camp des millions de personnes à qui il a menti.

Hélène Comte

Nucléaire : risque zéro… pour les capitalistes

Areva, le géant du nucléaire français, affiche 5 milliards de pertes. Il faut dire qu'entre autres « bévues », le groupe a dilapidé au moins 3 milliards d'euros dans une rocambolesque arnaque en essayant d'acheter des mines d'uranium en Centrafrique. Mais les actionnaires privés qui détiennent 13 % de son capital n'ont pas à s'en faire…

D'abord, via EDF, l'État s'est engagé à racheter au prix fort – entre 1 et 2,3 milliards d'euros – la branche d'Areva spécialisée dans la conception des réacteurs de centrales nucléaires (Areva NP, NP pour « Nuclear Power »). Pour amortir cet achat, le patron d'EDF Jean-Bernard Lévy a demandé une hausse des tarifs de l'électricité de 2,5 % par an pour les trois prochaines années. Cela fera une augmentation de près de 7,7 % au total !

Ensuite, le groupe a annoncé 5 à 6 000 suppressions d'emplois, dont 3 à 4 000 en France. Ce sont donc les travailleurs de l'entreprise qui paieront la facture par des charges de travail accrues… et le reste de la société, par une dose supplémentaire de ce poison qu'est le chômage. Finalement, l'État prévoit d'injecter 2 milliards d'euros pour « sauver » Areva.

Rien de nouveau sous le soleil, donc. Comme pour les banques par le passé, les travailleurs, les contribuables et les consommateurs sont appelés à renflouer les dettes privées des capitalistes.

Hector Martin

Turquie : élections législatives, une claque pour Erdogan

Les élections législatives du 7 juin en Turquie, auxquelles ont participé plus de 86 % de votants, soit 53 millions d'électeurs, le vote étant une obligation, se sont soldées par une claque pour le parti d'Erdogan, l'AKP, le Parti du développement et de la justice, dit islamiste modéré et qui l'est de moins en moins.

Depuis treize ans, l'AKP avait remporté la majorité des sièges à toutes les élections, notamment 327 sièges sur 550 aux précédentes élections législatives. Cette fois-ci, il n'a même plus la majorité absolue avec 258 sièges, loin des 276 requis pour former seul un gouvernement.

Un désaveu pour l'AKP

Dans cette campagne électorale, Erdogan ne s'est pas fait faute de se mettre en avant. Élu président de la République en août 2014 avec 52 % des suffrages, il était censé d'après la Constitution rester au-dessus des partis et ne pas participer à la campagne électorale. Il y est pourtant intervenu de multiples façons, sans compter l'usage quasi exclusif qu'il avait des médias officiels. Erdogan aurait voulu atteindre les 400 sièges nécessaires à l'AKP pour réformer la Constitution et faire adopter un régime présidentiel qui, entre autres, aurait mis son leader à l'abri de toute poursuite judiciaire. Or l'opposition, notamment ses anciens amis devenus ses meilleurs ennemis, la confrérie de Fethullah Gülen, détient des dossiers compromettants pour Erdogan et son entourage, veut le traduire en justice et parle de le faire juger pour haute trahison. Aujourd'hui, le projet d'Erdogan tombe à l'eau, avec des résultats qui sont un désaveu venant d'une partie de son électorat.

La bonne situation économique dont la Turquie a bénéficié depuis 2002 a longtemps profité à l'AKP d'Erdogan, en tant que parti au pouvoir. Mais l'économie est maintenant touchée par la crise et l'inflation érode les revenus des classes populaires. L'attitude d'Erdogan face aux scandales qui le touchent, sa politique répressive et autoritaire, notamment après les manifestations du parc Gezi en juin 2013, sa politique d'aide aux mouvements djihadistes de Syrie ont aussi contribué à dégrader l'image d'islamiste modéré qu'il avait voulu se donner. Le succès du parti d'opposition HDP traduit certainement en partie cette évolution de l'opinion.

Le succès du HDP

Le HDP (Parti démocratique des peuples) n'était pas sûr au départ de franchir la barre des 10 % nécessaires pour avoir des sièges. Or il a obtenu 13 % des voix et 80 sièges et a bénéficié du soutien d'une partie de la gauche et de l'extrême gauche turques. Voulant dépasser l'image de parti préoccupé exclusivement des intérêts de la minorité kurde, la campagne de son dirigeant Selahattin Demirtas visait à mettre en avant la bonne entente entre les différents peuples de Turquie, notamment entre les Turcs et Kurdes et les autres minorités, l'égalité entre hommes et femmes, le respect des droits des peuples de Turquie. Une partie de la population, et pas seulement kurde, a exprimé en votant pour lui son mécontentement et son désaveu d'Erdogan et de sa politique.

Le HDP ne se place certes pas du point de vue de l'intérêt des travailleurs, mais sur le plan des droits démocratiques et d'une démocratie bourgeoise idéale, opposée au régime policier et de plus en plus obscurantiste de l'AKP. Mais le HDP dérange et est en butte aux attaques de l'extrême droite et d'une partie de l'appareil d'État. Pendant la campagne, plusieurs de ses locaux ont été attaqués et, fait plus grave, lors de son grand meeting du vendredi 5 juin à Diyarbakir, où était rassemblée une foule de 100 000 personnes, deux bombes ont explosé, faisant trois morts et 243 blessés, dont plus d'une dizaine très grièvement.

Parmi les autres partis d'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple), kémaliste social-démocrate, a du mal à apparaître comme une alternative et n'a pas progressé, malgré une campagne qui promettait de faire passer le salaire minimum de 960 livres turques à 1 500 (500 euros) et d'offrir aux retraités un double mois à l'occasion des deux périodes de fêtes. Il obtient à peine plus de 25 % des voix et 132 sièges.

MURAD SEZER

Selahattin Demirtas, dirigeant du parti kurde HDP.

Quant au MHP (Parti du mouvement nationaliste), d'extrême droite, il a quelque peu progressé et obtient 16,5 % des voix et 80 sièges, contre 13 % et 53 sièges en 2011, mais il reste loin de retrouver les résultats déjà obtenus dans le passé.

Le revers politique s'ajoute au revers social

C'est maintenant l'incertitude sur le plan politique, car aucun parti ne peut former un gouvernement homogène et, malgré plusieurs possibilités de coalition, on voit difficilement quel accord pourrait aboutir à un gouvernement stable. Une grande partie des milieux d'affaires seraient pour une coalition entre l'AKP et le CHP. Visiblement, ce serait aussi la préférence des grandes puissances, entre autres des États-Unis. Mais Erdogan l'acceptera difficilement, et sans doute aussi les dirigeants du CHP. Or Erdogan, en tant que président de la République, n'a que 45 jours pour désigner une personne ou un parti pour former un gouvernement, faute de quoi il faudrait recourir à de nouvelles élections.

Après des années de stabilité et de toute-puissance de l'AKP, ces élections du 7 juin sont en tout cas un revers politique sérieux pour le parti d'Erdogan. Il s'ajoute à un autre revers, sur le plan social celui-là, même s'il n'en est certainement pas indépendant. Ces dernières semaines, les grèves qui se sont étendues dans le secteur de la métallurgie, à partir de la grève de l'usine Renault de Bursa, ont forcé le patronat à d'importantes concessions. Elles ont montré que les travailleurs n'en sont plus à subir et à se contenter de promesses, et sont de plus en plus prêts à se fier à leur propre action. Pour la bourgeoisie turque, cela pourrait devenir à terme un problème plus grave que celui de l'instabilité éventuelle résultant des élections du 7 juin.

Julien Silva

Un an après la prise de Mossoul par Daech : la population dans une situation catastrophique

Il y a un an, le 10 juin 2014, l'organisation État islamique, Daech en arabe, s'emparait de Mossoul, chef-lieu de la province de Ninive, dans le nord de l'Irak.

La ville comptait alors deux millions d'habitants. L'offensive des milices de Daech provoqua la fuite de près de la moitié de la population vers des camps de réfugiés de l'intérieur. À Mossoul, comme dans toutes les zones conquises, l'organisation État islamique mit en place un système moyenâgeux, transformant la vie des habitants qui étaient restés en un enfer : décapitations en public, lapidations ou crucifixions, pour tous ceux n'ayant pas respecté la charia, interdiction de l'alcool, de la musique, de la danse, du sport, contrôle de tout, des programmes scolaires à la tenue vestimentaire des habitants. Depuis le 1er juin, le port de la barbe est obligatoire pour les hommes. Pour les femmes, dont le sort est le pire, le port du voile intégral est obligatoire. Une police des mœurs est chargée de vérifier leur tenue. Ne pas porter les gants peut suffire à se faire arrêter. Les habitants ne peuvent plus quitter la ville sans s'engager à y revenir, s'ils désobéissent leur maison peut être saisie. *« Dans ma rue, il y a peut-être cinquante maisons. Seule une famille soutient Daech »*, témoigne un habitant. Et d'ajouter : *« Nous avons peur de parler. »*

« Les habitants ont peur de Daech, mais aussi de ceux qui viendront libérer Mossoul de Daech », affirmait Salim al-Joubouri, président du Parlement et dignitaire sunnite. Ces derniers mois en effet, les milices chiites sur lesquelles s'appuie le gouvernement irakien ont commis nombre d'exactions, vols, exécutions sommaires et destructions, dans les zones reprises à l'EI.

Dans toute la zone conquise par Daech, en Syrie comme en Irak, depuis son offensive d'il y a un an, la population est ainsi prise en étau entre les différentes bandes armées, dont celle du gouvernement irakien mis en place par les États-Unis, quand elle ne se retrouve pas victime des frappes aériennes lancées par l'impérialisme américain.

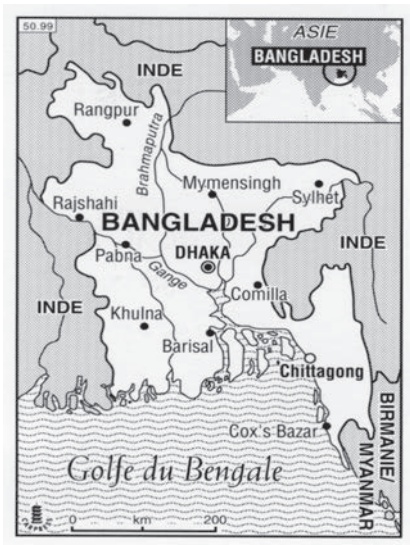
Avec ses alliés, dont la France, par ses interventions militaires dans la région, en particulier celle de 2003 qui fut suivie de neuf années d'occupation, il a créé le chaos. Sa politique consistant à attiser, directement ou indirectement, les divisions au sein de la population irakienne, voire à les utiliser pour imposer sa domination, a ouvert la voie aussi bien aux milices prétendant représenter la population sunnite, comme l'EI, qu'à bien d'autres, dont celles prétendant représenter la population chiite. Il a ouvert la boîte de Pandore et ne parvient pas à la refermer… à moins que les monstres qui en sont sortis ne se révèlent être finalement les mieux à même de servir ses intérêts.

Une seule chose est certaine, le sort de la population est le dernier de ses soucis.

Aline Rétesse

Accord Inde-Bangladesh : les absurdités du nationalisme

Le 7 juin 2015, l'Inde et le Bangladesh se sont mis d'accord pour simplifier leur frontière héritée de l'époque coloniale : une cinquantaine de villes bangladaises se trouvaient enclavées en territoire indien et une centaine de villes indiennes en territoire bangladais. Les deux pays vont échanger leur souveraineté sur ces enclaves et permettre à leurs habitants de choisir leur nationalité. Mais cette mesure de bon sens n'est qu'une manœuvre de plus dans un conflit insoluble.



À l'époque coloniale, les autorités britanniques en Inde ont longtemps exacerbé l'opposition entre les populations musulmanes et hindouistes, en vertu de la célèbre formule « diviser pour régner ». Dans les années 1930, les politiciens nationalistes indiens qui se partageaient les miettes de pouvoir accordées par le colonisateur ont cyniquement profité de ces différences religieuses pour faire carrière. Ils les érigèrent en différences nationales, voire raciales, se proclamant chacun, qui le représentant de la « nation musulmane », qui de la « nation hindoue ». Finalement, en 1947, lorsque l'impérialisme britannique s'est résolu à accorder l'indépendance à ses possessions en Asie du Sud, il organisa leur partition en deux territoires rivaux : le Pakistan et l'Inde. Le Pakistan regroupait deux régions à majorité musulmane situées à 2 000 km l'une de l'autre, de chaque côté de l'Inde à majorité hindoue. Le dessin de cette frontière fut confié à un certain Cyril Radcliffe, qui traça à la hâte une ligne de démarcation dont on dit qu'elle coupait non seulement des villes, mais parfois même des maisons en deux. Depuis, l'Inde et le Pakistan se trouvent dans un état de guerre quasi permanent.

La naissance du Bangladesh en est une des conséquences. En 1971, l'Inde intervint militairement pour aider le morceau oriental du Pakistan à gagner son indépendance sous le nom de Bangladesh. Elle gagnait ainsi un allié… avec lequel néanmoins elle partageait toujours l'imbécile frontière Radcliffe et qui était toujours aussi majoritairement musulman qu'avant ! Or l'Inde se présente depuis sa naissance comme « une grande démocratie pluriethnique » victime du séparatisme de sa minorité musulmane, ce qui justifie de la traiter en ennemie de l'intérieur (et les Bangladais enclavés n'ont pas échappé à ce soupçon). De son côté, le Pakistan a beau jeu de se poser en unique défenseur des musulmans. Ces mythes nationaux ont une importance considérable pour les bourgeoisies locales : elles s'en servent pour contraindre les masses très pauvres de leurs pays à serrer les rangs autour d'elles. De surcroît, les États-Unis et la Chine (côté musulman) et la Russie (côté hindouiste) ont profité de ce conflit pour étendre leur influence dans la région. Face à ces enjeux, le sort des 100 000 apatrides de la frontière indo-bangladaise n'a guère pesé pendant 68 ans.

Début juin, le gouvernement pakistanais a renforcé sa légitimité parmi les musulmans vivant dans la province du Gilgit-Baltistan revendiquée par l'Inde, en y organisant des élections. Le récent accord avec le Bangladesh est donc probablement une réponse du berger à la bergère de la part du gouvernement indien, qui consolide ainsi ses liens avec les musulmans de sa frontière est. Une étape de plus dans un conflit qui, d'épurations ethniques en incidents frontaliers, d'insurrections en guerres ouvertes, a fait près de deux millions de morts et déplacé des dizaines de millions de personnes. Et qui n'aura pas de fin tant qu'existeront les nationalismes indien et pakistanais.

Hector Martin

Argentine : contre les violences faites aux femmes

***« Pas une de plus »* : c'est sur ce mot d'ordre que des dizaines de milliers de personnes, une majorité de femmes mais aussi des hommes, ont manifesté le 3 juin dans les rues de Buenos Aires, la capitale argentine, contre les assassinats de femmes. Des manifestations identiques avaient lieu le même jour dans d'autres villes mais aussi d'autres pays d'Amérique latine, le Chili, l'Uruguay et le Mexique, où les assassinats de femmes sont légion.**

En Argentine, trois assassinats ont marqué l'opinion. Une institutrice de maternelle a été égorgée par son mari devant ses élèves. Une adolescente de 14 ans enceinte a été tuée et enterrée dans le jardin familial. Un amoureux éconduit a criblé de balles son ex-amie à la terrasse d'un café.

Les meurtres de femmes se sont multipliés en Argentine depuis quelques années. Entre 2010 et 2012, selon une ONG à l'origine de cette manifestation, 53 femmes ont été brûlées vives. 2013 a été l'année la plus meurtrière avec 295 femmes assassinées. La province de Salta, où deux étudiantes françaises avaient été assassinées en 2011, vient de prendre des mesures d'urgence, avec des juridictions renforcées et la mise en place de lieux d'accueil pour les femmes menacées.

Les manifestantes brandissaient des feuilles portant les noms de femmes tuées. Outre le machisme et la violence des hommes, elles dénonçaient d'autres discriminations, comme le fait que les femmes, à niveau égal, sont moins payées que les hommes.

En cette année d'élection présidentielle, la présidente argentine Cristina Kirchner, du parti péroniste, avec son sens habituel de l'opportunité, a apporté son soutien à la manifestation. C'est sous son règne que le terme « féminicide » a été inscrit dans le Code pénal comme une circonstance aggravante. L'homicide est puni d'une peine de 12 à 25 ans, mais le féminicide peut entraîner la prison à perpétuité ; une disposition qu'on retrouve dans d'autres pays d'Amérique latine.

Mais, si la loi argentine insiste sur la lutte contre les violences faites aux femmes, si elle se veut moderne et libérale en autorisant le libre choix de son sexe ou en permettant le mariage entre personnes de même sexe, une autre initiative de Cristina Kirchner, cette dernière main dans la main avec le pape et l'Église catholique, continue de s'opposer à l'avortement, alors qu'une telle mesure devrait être une mesure d'urgence, dans ce pays où tant de femmes et de jeunes filles sont victimes de comportements machistes.

Jacques Fontenoy

République du Congo : pillage de la forêt tropicale

Des ONG viennent de publier des rapports détaillés dénonçant l'exploitation de la forêt en République démocratique du Congo (RDC) par de grandes sociétés industrielles qui ne se soucient ni des lois ni de la vie des populations. Des espèces d'arbres rares et protégées seront ainsi transformées, en Chine ou en Europe, en mobilier, en planchers de navires, en finitions luxueuses de salons, et en millions de dollars de profits.

La moitié des exportations de bois de RDC est assurée par deux sociétés. La plus grosse, à capitaux européens, s'est fait attribuer officiellement plus de deux millions d'hectares de concessions forestières, deux fois la surface de l'Île-de-France.

Or, pour 40 millions de villageois, la forêt tropicale est la principale ressource, avec de petites exploitations ou de l'agriculture sur brûlis. Les compagnies forestières industrielles ont le culot de mettre en cause cette exploitation artisanale de la forêt pour vanter leurs pratiques de développement durable. Mais, dans les faits, leur exploitation de la forêt ne respecte aucun autre droit que celui du plus fort. Leurs domaines immenses échappent à tout contrôle et elles y font régner leur ordre. Les exemples cités par les ONG sont édifiants. Lorsque les villageois protestent contre la spoliation de leurs terres ou le non-respect des engagements pris par la compagnie forestière, la police ou les militaires arrivent dans des véhicules de la compagnie, les passent à tabac, violent leurs filles et incendient les maisons, embarquant les fortes têtes pour les mettre en prison. La corruption règne partout, les autorités sont complices.

L'Europe importe chaque année pour 20 millions de dollars de bois de la RDC. La France est le deuxième client des sociétés opérant en RDC, après la Chine. Une législation internationale a été mise en place, obligeant en théorie les importateurs à s'assurer de la légalité de la récolte des bois qu'ils achètent. Mais aucune des concessions industrielles visitées par les inspecteurs des ONG ne respecte la loi, et toutes les compagnies opèrent dans des conditions scandaleuses.

Et ce n'est qu'un exemple du pillage de l'Afrique, de sa nature et, surtout, de sa population.

Serge Fauveau

PSA – Rennes : une réaction à hauteur de l'attaque

Depuis plusieurs années, la production de l'usine PSA de Rennes n'a cessé de baisser, pour se stabiliser à un peu plus de 300 voitures par jour depuis un an.

Il y a un an, plutôt que de répartir la production entre les deux équipes de fabrication, la direction a supprimé le régime des 2x8, pour le remplacer par une équipe de fabrication dite du matin permanent. C'est-à-dire que les ouvriers fabriquent les voitures toutes les semaines de 5 h 39 à 13 h, alors qu'avant ils alternaient chaque semaine entre le matin et l'après-midi. Cette production sur une seule équipe a permis à la direction de maintenir une cadence très élevée, malgré un volume plus faible. Elle a surtout permis la suppression de centaines de postes de travail.

Après en avoir fait courir le bruit depuis le début de l'année, c'est dix minutes avant de partir en week-end, le vendredi 29 mai, que la direction a dévoilé un plan de modification des horaires de travail de l'équipe de fabrication.

Il est certes aberrant de fabriquer des voitures à 5 heures du matin, mais ce n'est pas cela qui motive le projet de la direction. Elle veut surtout en profiter pour supprimer les primes liées aux « inconvénients » d'horaires, qui représentent l'équivalent d'un mois de salaire sur l'année ! Elle veut aussi instaurer ce qu'elle appelle la « garantie journalière de production » ou « overtime ». Cela lui permettra de faire rattraper les voitures non fabriquées à cause de pannes des installations, le jour même, en prolongeant la journée. Avec cette mesure, les ouvriers ne sauront jamais en arrivant au travail à quelle heure ils finiront. La direction veut également en profiter pour supprimer les cars de transport du personnel, espérant ainsi une économie de plus de 400 000 euros par an. Elle imposerait ainsi un casse-tête insoluble à certains des 300 ouvriers qui utilisent ce système de transport.

La direction a présenté son projet à tous les ouvriers comme étant bouclé, ne laissant aux syndicats qu'à déterminer l'heure de la prise de poste et le positionnement d'une éventuelle pause de 20 mn, non payée, pour manger un casse-croûte dans l'atelier !

Très vite, chacun s'est rendu compte de l'ampleur de l'attaque. Dès le lundi 1er juin matin la CGT appelait à débrayer pour le lendemain, au moment où la direction recevait les syndicats pour discuter des détails de son projet. La revendication principale et non négociable était le maintien des primes d'équipe. La CFDT s'est jointe à l'appel de la CGT, alors que les autres syndicats étaient contre, prétextant que la négociation n'était pas terminée.

Le mardi, les chaînes de production du Montage

LO

n'ont pas redémarré après la pause de 9 h 45, des centaines d'ouvriers ont quitté leur poste pour aller vers le lieu de rassemblement prévu par la CGT. Ils ont été rejoints par des dizaines d'ouvriers d'autres ateliers. Au total, ce sont près de 800 travailleurs qui ont débrayé, dont 80 % des ouvriers du Montage. Les grévistes ont défilé dans les ateliers quasiment déserts en criant des slogans : *« Pas touche à nos salaires »*, *« Non, non, non à la suppression de la prime »*, *« Sans nous, pas de bagnoles »*.

Devant cette réaction massive, la direction a dit qu'elle réétudierait la question de la prime d'équipe et qu'elle ferait de nouvelles propositions.

Sans attendre, dès le lundi suivant, comme la direction avait prévu une demi-heure supplémentaire pour rattraper la production perdue, un nouveau débrayage a eu lieu à l'appel de la CGT, pour redire qu'il n'est pas question de laisser la direction faire ce qu'elle veut de nos salaires

Comme le scandaient les grévistes, *« la force des travailleurs, c'est la grève »* !

Correspondant LO

PSA – Mulhouse : travailler moins pour travailler tous

Vendredi 12 juin, l'usine va passer en monoflux : une des deux lignes de montage va être arrêtée, et la production des trois modèles (Citroën C4 et DS4, Peugeot 2008) se fera sur la ligne restante.

Le passage en une seule chaîne de production va se traduire d'ici mi-juillet par le licenciement de 450 intérimaires, soit la moitié de ceux travaillant à l'usine. Dans une période de montée du chômage, PSA fabrique des centaines de chômeurs supplémentaires. tout en continuant à toucher des dizaines de millions d'euros d'aides en tout genre de l'État.

Cette chute des effectifs se poursuit en fait année après année : en un an et demi d'application de l'accord de compétitivité censé pérenniser l'activité des usines, près d'un millier d'emplois en CDI ont été supprimés à Mulhouse, dont les trois quarts concernent des postes d'ouvriers. La production quotidienne, elle, n'a pas baissé d'un seul véhicule. Aussi, dans les ateliers, les charges de travail ont explosé.

Et cette situation va être accentuée avec le monoflux : quand on doit produire trois voitures différentes sur la même ligne, avec des opérations répétées plus de cinquante fois par heure, les cadences deviennent vite intenables.

C'est ce qu'ont tenu à dénoncer ces dernières semaines une poignée d'intérimaires d'un même secteur du Montage. Ils ont débrayé à trois reprises, avec le soutien de délégués de la CGT, sans se laisser intimider par les menaces de la maîtrise et du chef du personnel.

Leur réaction est un encouragement pour tous ceux qui ne se résignent pas.

Car dans le contexte actuel de l'usine, tandis qu'une avalanche d'heures supplémentaires est imposée aux travailleurs, l'arrêt d'une ligne de montage n'est pas synonyme de moins de travail. Alors, ce travail doit être réparti entre tous, sans qu'aucun intérimaire ne soit licencié.

Correspondant LO

PSA – Poissy : colère contre le licenciement arbitraire

Mardi 9 juin, plus d'une centaine de travailleurs de l'usine PSA de Poissy, dont certains venus en contre-équipe, se sont rassemblés et ont accompagné à son entretien un ouvrier des Presses de 33 ans, père de famille, que la direction veut licencier pour vol, parce qu'il avait oublié une paire de gants dans son sac. Un gros rassemblement donc, à l'image de l'émotion et l'indignation que cette attaque suscite dans l'usine.

Une pétition avait déjà très vite recueilli près de 300 signatures, et a été portée à la direction par plusieurs dizaines de travailleurs. Samedi 6 juin, une quinzaine de caristes ont aussi fait grève pour protester contre les heures supplémentaires gratuites et les licenciements disciplinaires.

Depuis janvier et la fermeture complète d'une des deux chaînes de production, l'usine tourne en monoligne. Des centaines de postes ont été supprimés à cette occasion, et ça continue.

D'un côté, la direction parle de sureffectifs aux Presses, en Maintenance et dans bien d'autres secteurs, organise des chômages tournants et multiplie les pressions pour écœurer un maximum de travailleurs et les pousser à partir via son plan de départs « volontaires ».

D'un autre, elle programme des heures supplémentaires non payées chaque semaine en équipe du soir et tous les samedis en équipe du matin.

Comme dans beaucoup d'usines PSA, avec ses menaces de sanctions et les licenciements disciplinaires qui tombent régulièrement depuis des mois sur les ouvriers combatifs ou plus largement, la direction cherche à intimider les travailleurs et à décourager les réactions contre sa politique de suppressions de postes et d'aggravation des conditions de travail.

La menace contre le travailleur des Presses

LO

indigne d'autant plus qu'elle fait suite au licenciement, pour une banale dispute, de deux ouvrières dont une, âgée de 49 ans, a des problèmes de santé. Cela, de même qu'une paire de gants embarquée pour être certain d'en avoir une le lendemain à l'atelier, alors qu'il en manque souvent, cela peut arriver à n'importe qui. Tout le monde se sent visé. Les travailleurs mobilisés mardi ont dit leur colère contre l'arbitraire.

Correspondant LO

Continental : ceux de Clairoix à la rencontre de leurs camarades d'Aix-la-Chapelle

Mercredi 3 juin, 150 ex-salariés de l'usine de Continental Clairoix se sont rendus en Allemagne à bord de trois cars pour rencontrer leurs camarades de l'usine Continental d'Aix-la-Chapelle, la plus grande usine de pneus d'Allemagne avec ses 1 800 salariés, afin d'y affirmer l'unité des intérêts des travailleurs par-delà les frontières.

Depuis le 5 décembre 2014, les ex-salariés de Clairoix sont mobilisés pour exiger de la direction internationale du groupe l'arrêt de son harcèlement juridique. Alors que le groupe a violé tous ses engagements de reclassement, les travailleurs demandent que le groupe ait au moins la décence de les laisser en paix et abandonne son pourvoi en cassation, suite à sa dernière condamnation devant la cour d'appel d'Amiens.

Et ce qui a exaspéré le plus les travailleurs, c'est la comédie des négociations ouvertes à Francfort le 9 mars entre le comité de lutte et la direction du groupe : après avoir déclaré son accord de principe, la direction a ensuite remis en cause tout ce qu'elle avait dit.

Il est évident que la seule chose que craint cette direction riche à milliards, c'est l'union de tous les travailleurs pour faire front commun pour s'opposer à son arrogance.

Pour la troisième année consécutive, le groupe Continental AG a battu ses records de profits (près de 4 milliards d'euros). Mais il vient d'annoncer de nouveaux licenciements et fermetures en Allemagne : après Dorsfeld, à Salzgitter et enfin le 2 juin à Gifhorn, où il envisage de supprimer la moitié des 1 600 emplois.

C'est de tout cela que les travailleurs de Clairoix, avec un tract en allemand et des autocollants bilingues, sont venus discuter avec leurs camarades d'Aix-la-Chapelle.

Le président du comité d'entreprise d'Aix-la-Chapelle, au nom de son syndicat IG-BCE, avait fait dresser une tente pour servir café et boissons à ceux de Clairoix. Pendant plus de deux heures, il y a eu 800 tracts diffusés et, grâce à des camarades parlant allemand, des dizaines de discussions avec les ouvriers d'Aix-la-Chapelle. Ceux-ci ont expliqué comment eux aussi étaient soumis au chantage à l'emploi. Et c'est ainsi que 2 h 30 par semaine leur ont été retirées, avec la suppression de toutes les pauses payées. Bien sûr, comme en France, la peur du chômage est présente. Mais certains travailleurs ayant une expérience du passé se sont dits bien d'accord qu'il faudrait que les travailleurs se rassemblent, y compris au-delà des frontières. À la question *« Que peut-on faire pour vous aider ? »*, la réponse est venue : *« Vous défendre, vous, face aux attaques que vous subissez ! »*

La presse et la télévision locales sont venues faire un reportage, de même que FR 3 Picardie. Et le rassemblement s'est terminé dans une ambiance fraternelle, avec un salut de sympathie fait par le représentant du syndicat. Au-delà des conclusions qu'en tirera la direction de Continental, les travailleurs de Clairoix ont tenu à réaffirmer, comme en 2009 à Hanovre, que la solidarité internationale des travailleurs était une réalité et une nécessité dans le combat commun contre les patrons, d'où qu'ils soient.

Correspondant LO

Toyota – Onnaing : formations fantômes, vrai transfert d'argent

On assiste actuellement à un renforcement des discours gouvernementaux contre les chômeurs et la mise en place de mesures supplémentaires pour limiter et supprimer des allocations, en augmentant les contrôles et les tracasseries à l'encontre des travailleurs contraints au chômage.

Ça, c'est pour le monde ouvrier. Pour le monde des capitalistes, c'est tout le contraire. Fin avril, surprise sur les fiches de paie des travailleurs de Toyota, à Onnaing dans le Nord : des lignes supplémentaires indiquent dix heures de formation dans le mois, alors que personne n'a bénéficié de ces dix heures de « formation pour activité partielle ». Au contraire, on a tous travaillé, et à plein pot ! Cela permet à Toyota de bénéficier de 350 000 euros de l'Unedic, sans qu'on ait entendu un ministre ni la direction du Travail protester pour cette formation imaginaire. En plus, la direction nous a retiré autour de 25 euros… Et elle vient de refaire le même coup sur la paie de mai, avec cinq heures chacun de formation fantôme.

Les heures de formation donnant droit à moins de cotisations salariales, la paie en net devrait être un peu plus élevée, mais la direction veut s'accaparer notre argent par ces retraits sur salaire : 25 euros en avril 2015, 12 euros en mai 2015, et il y avait déjà eu autour de 45 euros en juillet 2014. Car ce n'est pas une première. Toyota avait encaissé des centaines de milliers d'euros des caisses de l'Unedic pour des formations que personne n'a eues en juillet 2014 !

Les représentants locaux de l'État savent que les formations n'ont pas eu lieu, des syndicats de l'usine l'ayant dénoncé publiquement à plusieurs reprises, notamment lors de réunions au conseil régional, mais ils ont à nouveau arrosé Toyota les yeux fermés et les oreilles bouchées !

Cela ajoute un mécontentement supplémentaire à celui suscité par la dégradation des conditions de travail et la faiblesse des salaires.

Correspondant LO

HSBC : la banque veut supprimer 50 000 emplois

La banque britannique HSBC veut économiser 4,4 milliards d'euros d'ici 2017. Elle projette de supprimer 50 000 postes d'ici 2017. 25 000 postes seront pris dans ses effectifs et elle va revendre ses filiales au Brésil ou en Turquie, soit environ 25 000 postes supplémentaires. Au total, elle se délestera du vingtième des effectifs.

L'annonce en a été faite le 9 juin à la Bourse de Hong Kong par son directeur général Stuart Gulliver. C'est le deuxième plan stratégique présenté par ce monsieur depuis son arrivée à la tête de la banque en 2011. Pour les employés, c'est aussi un second plan de suppressions de postes.

La banque prévoit aussi de délocaliser une partie de ses activités vers des pays où la main-d'œuvre est à bas coût.

L'établissement financier entend ainsi faire payer au personnel ses mécomptes des dernières années, notamment les retombées de divers scandales de blanchiment ou d'évasion fiscale. Le dernier en date est connu sous le nom de Swissleaks. Il est venu s'ajouter à divers trafics auxquels HSBC a été mêlé, concernant du cannabis venant du Maroc, des contrefaçons de la mafia chinoise et des liens avec un cartel de la drogue mexicain.

Pour étouffer ces scandales, la banque a dû verser des milliards d'euros d'amendes ou d'indemnités, pour arrêter des poursuites dans plusieurs pays. Des amendes qui, paraît-il, auraient fait baisser son bénéfice net de 15 % en 2014.

Quoi qu'il en soit, cela fournit aussi un prétexte aux dirigeants d'HSBC pour tailler dans les effectifs afin de gagner en productivité, un mode de gestion commun aux banques et aux industriels. Plan d'économies, délocalisation de la main-d'œuvre, réduction d'effectifs, la restructuration est permanente chez HSBC. Au total, de 2011 à 2017, il aura réduit les effectifs de plus de 90 000 emplois !

Jacques Fontenoy

SCA – Orléans : grève et blocage de l'usine

Après avoir manifesté le 1er juin dans la zone industrielle de la Saussaye à Saint-Cyr-en-Val, dans la banlieue d'Orléans, les travailleurs de l'usine SCA, spécialisée dans la fabrication d'essuie-tout, ont décidé le mercredi 3 juin la grève et le blocage de leur usine.

Le 3 décembre dernier, la direction avait annoncé l'arrêt de la production de papier hygiénique, mais le maintien de la production d'essuie-tout. Quelques mois seulement après, le 7 avril, elle annonçait la fermeture totale de l'usine pour octobre 2015, laissant sur le carreau 119 travailleurs. Elle leur propose des congés de reclassement et des primes de licenciement inférieures de 30 % à celles versées aux derniers plans sociaux de SCA sur d'autres sites en France.

Il faut dire que les plus anciens travailleurs de cette usine ont subi depuis son implantation plusieurs rachats, avec à chaque fois à la clef un plan social. En 1988, l'usine Scott Paper avait acquis à son installation un terrain de la municipalité pour un franc symbolique. Sous promesse de la création de 1 000 emplois, 98 millions d'aides locales (municipalité et conseil général) ont été versés.

Les 1 000 emplois n'ont jamais vu le jour. Bien au contraire : après plusieurs rachats, Kimberly-Clark en 1995 après la fusion avec Scott Paper, Procter & Gamble en 1998 puis enfin le suédois SCA Hygiene Products Operations, propriétaire depuis mars 2007, les effectifs ont fondu. Aussi les 119 travailleurs restants sont bien décidés à ne pas se laisser jeter comme des kleenex.

La direction ose prétendre que *« l'entreprise est confrontée à des difficultés structurelles et un manque de rentabilité »*. Un discours qui révolte les travailleurs et dont ils ne sont pas dupes. La société vient par exemple d'investir 20 millions d'euros dans la sponsorisation d'un voilier pour la course autour du monde, « Volvo Ocean Race », avec une étape le 13 juin à Lorient. Alors, les travailleurs envisagent de se rendre à Lorient pour sponsoriser leurs revendications.

Correspondant LO

Tefal – Annecy : la cuisine patronale en accusation

Près de 500 manifestants se sont rassemblés vendredi 5 juin devant le palais de justice d'Annecy pour l'audience du tribunal correctionnel où étaient cités à comparaître une inspectrice du travail et un salarié de Tefal. Il leur est reproché d'avoir rendu publics des mails internes à l'entreprise montrant que la direction avait cherché à entraver le travail de l'inspectrice.

Appelés à une journée de grève nationale, plus de 200 inspecteurs et contrôleurs du travail étaient venus de toutes les régions et de fortes délégations de militants étaient là aussi. Ils venaient de Tefal et NTN-SNR, les deux plus grosses entreprises de Haute-Savoie, mais aussi de Savoie et du département de l'Ain, où l'inspectrice avait été en poste, chargée de l'usine Renault Trucks de Bourg-en-Bresse, avant d'être mutée en Haute-Savoie. L'ambiance était particulièrement chaude car la préfecture, inquiète de la mise sur la place publique de cette scandaleuse affaire et des répercussions nationales qu'elle prend, avait mobilisé les CRS, qui ceinturaient le palais.

« Police partout, justice nulle part », *« C'est pas à l'inspection du travail qu'il faut faire le ménage, mais le parquet qu'il faut balayer »*, scandaient les manifestants, faisant allusion au procureur d'Annecy qui a déclaré à une journaliste vouloir *« faire le ménage »* à l'inspection du travail.

Finalement, le renvoi de l'affaire a été annoncé pour le 16 octobre : rendez-vous a été donné pour une nouvelle manifestation à cette date, mais chacun était conscient que d'ici là la mobilisation devait se maintenir. Celle-ci a d'ailleurs déjà contraint le directeur général du Travail, Yves Struillou, à (enfin !) se démarquer du procureur et prendre position pour l'inspectrice.

En tout cas, toute cette affaire fait discuter dans les entreprises : car on voit au grand jour les liens étroits entre le patronat et les moindres rouages de l'appareil d'État, tout cela pour écraser ceux qui somme toute n'ont fait qu'essayer de faire respecter le peu de loi censé protéger les travailleurs. Une loi est également censée protéger les « lanceurs d'alerte », mais elle fait partie des mesures prises pour la galerie, car elle ne protège pas des accusations de vol, recel de documents internes des entreprises, de violation du secret professionnel, dont sont accusés les salariés qui osent dévoiler les magouilles patronales. C'est bien pour cela que la levée de tous ces secrets protégeant la bourgeoisie doit être un des objectifs essentiels des luttes futures de la classe ouvrière.

Correspondant LO

LO

Rassemblement des travailleurs de Tefal à Annecy

Rassemblement de soutien à Orléans

Presque tous les inspecteurs et contrôleurs du travail d'Orléans étaient rassemblés le 5 juin, à une trentaine, devant la Direction régionale du travail et de l'emploi, pour dénoncer la plainte de Tefal contre leur collègue d'Annecy.

Une délégation bruyante munie de casseroles a été reçue par la directrice du Travail de la région. Les collègues se mobilisent contre les pressions faites par les patrons et relayées par certains directeurs du Travail. Ils craignent de voir ces atteintes à leur mission se multiplier avec les futures lois Macron et Rebsamen. Les patrons n'apprécient pas que les travailleurs contestent leurs mauvaises conditions de travail et que l'on révèle les infractions qu'ils commettent dans leurs entreprises. Mais, comme l'affirmait un des slogans de vendredi, *« Nous ne nous tairons pas ! »*

Correspondant LO

MyFerryLink – Calais : sabordé !

Les 600 salariés de la compagnie MyFerryLink, qui assure des traversées Calais-Douvres, 500 en France et 100 en Angleterre, se retrouvent à nouveau menacés dans leur emploi. Deux des trois ferries de la compagnie sont en passe d'être vendus par Eurotunnel à la compagnie concurrente DFDS. Combien de salariés garderont leur emploi, et à quelles conditions ?

La SCOP MyFerryLink (société coopérative et participative) s'est constituée après la liquidation de SeaFrance (1 000 salariés) par la SNCF et l'État français. Politiciens de droite et de gauche, syndicalistes et journalistes s'étaient empressés de présenter la SCOP comme la solution. Une partie des salariés, le dos au mur, avaient accepté la proposition, réduit leur salaire de 10 %, versé une partie de leurs indemnités dans le capital, ainsi que 2 % des salaires mensuels pendant quelques mois. Eurotunnel a soutenu le projet en rachetant les trois navires de Seafrance et en les louant à la SCOP.

Mais ceux qui défendaient la SCOP et présentaient Eurotunnel comme le bienfaiteur des salariés ne faisaient que semer des illusions. Les actionnaires d'Eurotunnel faisaient un autre calcul : augmenter sans risque leur part de marché dans le transmanche, et saborder la compagnie en cas de difficultés. C'est ce qui est en train de se produire.

Cela fait deux ans que l'autorité de concurrence britannique (CMA) a attaqué Eurotunnel en justice, considérant que le poids de l'ensemble Eurotunnel-MyFerryLink était trop important et nuisait à la concurrence ; cela arrangeait bien les intérêts des compagnies rivales du transmanche P&O et DFDS. La cour d'appel de Londres a finalement invalidé le jugement qui avait interdit aux navires de MyFerryLink d'accoster en Angleterre dans quelques mois. Mais Eurotunnel, prétextant le risque de nouvelles procédures judiciaires, a décidé de lâcher la SCOP. D'autant plus que les deux directeurs, acquis à Eurotunnel, avaient été écartés il y a quelques semaines par le comité de surveillance de la SCOP, dirigé par les anciens leaders du syndicat CFDT de Seafrance.

DFDS, avec les navires vendus par Eurotunnel, ne reprendrait qu'une partie des salariés de MyFerryLink. Eurotunnel ne perdrait rien en revendant deux des bateaux. Et avec le troisième, il pourrait conserver une bonne part du fret transmanche.

Les seuls perdants risquent d'être une fois de plus les centaines de salariés privés de leur travail. À moins qu'ils ne réussissent à imposer leur embauche en totalité par les différentes compagnies du transmanche.

Correspondant LO

Technicolor – Rennes : la mobilisation pour les salaires

Depuis fin avril, les travailleurs du centre Technicolor de Rennes débrayent régulièrement pour exprimer leur mécontentement face à la politique salariale de la direction. En effet celle-ci maintient un quasi-blocage des salaires, qu'elle a justifié les années passées en invoquant des difficultés financières, alors qu'elle met en avant depuis plusieurs mois les bons résultats du groupe. Les travailleurs, eux, réclament 200 euros mensuels pour tous.

Le mécontentement n'est d'ailleurs pas cantonné au centre de Rennes. Les débrayages répétés à Rennes ont entraîné les travailleurs d'Issy-les-Moulineaux.

Cet établissement, le seul d'importance en France avec celui de Rennes, est en fait le siège du groupe. Un tract syndical y a révélé la rémunération des 65 plus hauts cadres du groupe. Ceux-ci touchent plus de 400 000 euros en moyenne par an et ont vu, entre 2011 et 2013, leur salaire de base progresser de 18 % et leur part variable de 34 %.

Ces chiffres ont scandalisé bon nombre de travailleurs. Du coup, jeudi 4 juin, deux cents travailleurs ont afflué au rassemblement traditionnel le matin devant l'entreprise à Rennes, tandis que 80 autres se rassemblaient à Issy-les-Moulineaux, une première au siège. L'après-midi, rendez-vous était donné à 14 heures pour aller manifester dans les bureaux et y chercher les collègues, afin de se retrouver devant la salle où, pour la quatrième fois, la direction rencontrait les délégués syndicaux. Le lendemain, vendredi, un nouveau rassemblement avait lieu pour accueillir la DRH du groupe en visite à Rennes. Celle-ci a préféré esquiver, jugeant sans doute qu'elle n'avait rien de convaincant à dire aux manifestants. En arrivant de la gare de Rennes, elle a prudemment attendu la fin du rassemblement dans sa voiture de location (moins repérable qu'un taxi) avant de venir se garer sur le parking de l'entreprise.

Deux cents manifestants se sont retrouvés le 9 juin à Rennes, et 70 autres le même jour à Issy-les-Moulineaux. Plus déterminés que jamais, beaucoup commencent à discuter de passer à la vitesse supérieure pour contraindre la direction à revoir sa copie.

Correspondant LO

Intermarché – Bruay-la-Buissière : contre les bas salaires et l'insécurité au travail !

Depuis mi-mai, les salariés de la base Intermarché de Bruay-la-Buissière, dans le Pas-de-Calais, débrayent tous les jours pour tenter d'obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail, plus de sécurité, et contre les heures supplémentaires qui n'en finissent pas.

Dans cette base où plus de 300 salariés travaillent jour et nuit à décharger des palettes de 900 kilos et plus, les travailleurs subissent les pressions de la direction. Les pauses sont minutées, les échanges pendant les heures de travail sont interdits et les remontrances de la part des chefs constantes. Les heures supplémentaires, les cadences et le travail dur mènent régulièrement à des accidents. *« On n'a plus de week-end, le travail, au lieu de se terminer à 18 h le dimanche, se termine à 20 h »*, raconte un salarié.

L'exploitation s'accompagne du mépris de la direction, qui a lâché… 2 euros par mois d'augmentation sur des salaires déjà très bas ! Un salarié travaillant de nuit, après vingt années de travail, ne touche que 1 300 euros par mois.

Tout cela se passe aussi dans un contexte de menace d'un plan de licenciements. La direction a en effet annoncé son nouveau plan logistique, qui consiste à ce que les sites de la Buissière et Vimy, dans le Pas-de-Calais, soient absorbés par celui d'Avion près de Lens. Ce plan de restructuration pourrait annoncer la suppression, selon la CGT, de 300 à 400 postes sur les deux sites. Cette restructuration toucherait aussi l'ensemble des salariés du groupe, puisque la direction a annoncé la fermeture de six autres bases partout en France.

Pour toutes ces raisons, les salariés ont commencé des débrayages en fin de poste, depuis la mi-mai. La direction se plaint de perdre de l'argent à cause de ce mouvement, preuve que les travailleurs ne coûtent pas trop cher, comme elle le prétend, mais créent les richesses.

Pour l'instant, la direction n'a pas reculé. Pourtant, avec ses 3,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires dans l'agroalimentaire, en hausse de 15 % ces trois dernières années, le groupe Les Mousquetaires, auquel appartient Intermarché, aurait de quoi augmenter les salaires et embaucher tous les intérimaires.

Correspondant LO

À Magny-le-Désert

Les 135 travailleurs de la base logistique Intermarché de Magny-le-Désert dans l'Orne, qui ont appris la fermeture de leur plateforme d'ici à 2018, comme de cinq autres bases dans le pays, sont en grève. Ils revendiquent une indemnité de départ de 10 000 euros.

En avril, ils avaient déjà fait trois jours de grève contre la fermeture programmée. Les débrayages ont repris les 3 et 4 juin. Puis l'équipe du matin a décidé de bloquer toute activité sur le site, pour faire pression. Et samedi 6, suite au refus de la direction d'accorder toute prime, la grève a été déclenchée sur l'ensemble des équipes.

Dans une récente interview accordée à un magazine dédié au commerce, le nouveau patron d'Intermarché déclare : *« Nous devons aller chercher une part de marché de 16 % sur cinq ans, contre 14,4 % aujourd'hui. »* Ces 1,6 % de gain, c'est aux 130 000 salariés du groupe qu'il cherche à l'extorquer en maintenant leurs salaires au plancher. C'est aussi au prix de suppressions d'emplois pour assurer profits et dividendes aux riches propriétaires des magasins.

Le patron affirme également vouloir passer son parc d'hypermarchés de 80 unités actuellement à 200 en 2020. C'est dire que l'heure est à l'expansion.

Correspondant LO

Celio France : licenciements en perspective

Le groupe Celio, marque d'habillement pour hommes, va supprimer 49 postes sur les quelque 350 du siège de Saint-Ouen.

Cette annonce a été faite le vendredi 29 mai, dans une réunion du comité d'entreprise à la suite d'une communication de l'intersyndicale (CGT, CFDT et CFTC) annonçant une manifestation devant le siège de Saint-Ouen, le mardi 2 juin.

Il s'agit donc d'un bien mal nommé « plan de sauvegarde de l'emploi », qui doit conduire à la suppression de 49 postes et 16 « propositions de modification de contrat de travail » au siège, mais qui pourraient, en cas de refus des salariés concernés, conduire à des licenciements économiques. C'est donc 65 postes au total qui sont ainsi visés.

Celio France évoque un « plan stratégique » rendu nécessaire par sa situation économique qui se serait, selon les termes de la direction, *« fortement dégradée en 2014 »*. Mais plus de 11 millions d'euros de bénéfices ont été réalisés en 2014. Et le simple fait que l'entreprise, qui se revendique leader dans le secteur, ne souhaite communiquer aucune donnée comptable sur les autres filiales du groupe et sur la maison mère implantée en Belgique, montre la mauvaise foi qui caractérise la direction en la matière.

Mardi 2 juin, une cinquantaine de salariés étaient présents dès 11 heures du matin pour manifester devant le siège, y installant un barbecue, et y sont restés jusqu'en milieu d'après-midi. La DRH est venue à plusieurs reprises, disant qu'elle n'était pas décisionnaire. Et, vendredi 5 juin, il y avait un CE extraordinaire sur le PSE au cours duquel le directeur financier de Celio a déclaré qu'il en était à son quatrième plan social et qu'il le mènerait de toute façon.

Cela n'a en rien entamé la détermination des travailleurs de Celio, qui n'ont pas l'intention de se voir imposer ces licenciements.

Correspondant LO

Areva – Chalon-sur-Saône : les travailleurs ne veulent pas payer l'addition

Mardi 2 juin, l'intersyndicale d'Areva (CGT, FO, CFDT, CFE-CGC et UNSA) appelait à la grève sur l'ensemble des sites du groupe pour une durée de 24 heures, pour la *« sauvegarde de l'emploi, des conditions de travail et des garanties collectives »*.

En effet Areva connaît des difficultés et il est inenvisageable pour la direction du groupe que les dividendes des actionnaires soient impactés. S'ensuit tout un marchandage financier, à base de rachat de tout ou partie du groupe par EDF, impliquant l'État, principal actionnaire des deux groupes. La direction laisse volontairement planer le doute sur la réorganisation du groupe, et nous ne sommes certainement pas au bout des déclarations. Quoi qu'il en soit, depuis 2012, les effectifs se réduisent et les conditions de travail se sont dégradées. Et, quelles que soient les mesures prises, c'est sur le dos des travailleurs que va être préservé le taux de rentabilité du groupe. Est déjà mise sur la table la suppression de 6 000 postes dans le monde, dont entre 3 000 et 4 000 emplois en France, soit presque un poste sur cinq.

L'usine de Chalon-sur-Saône – Saint-Marcel fournit les équipements lourds aux centrales nucléaires. C'est le plus grand site industriel du groupe. Elle est divisée en deux parties. Les salariés ont répondu majoritairement à l'appel à la grève, comme sur l'ensemble des 46 sites du groupe. Sur le site chalonnais, les grilles étaient fermées de 7 h du matin jusqu'en début d'après-midi, car les salariés ont bloqué le site. Sur le site de Saint-Marcel, les assemblées générales suivies de débrayages ont mobilisé près de 500 salariés, soit la moitié des effectifs du site.

Même s'ils ne savent pas exactement à quelle sauce ils vont être mangés, les travailleurs ont décidé de participer à cette première journée de rassemblement. Areva dispose d'un important trésor de guerre accumulé par des années d'exploitation en France et ailleurs dans le monde, et les travailleurs ont bien raison lorsqu'ils refusent de payer pour le maintien des profits du groupe.

Correspondant LO

Adrexo – Angers : non à la répression !

Le 8 juin, de 10 heures à midi, un rassemblement a eu lieu devant l'entreprise Adrexo, à Angers, en solidarité avec Catherine Tahai, une militante de la CGT, convoquée à 11 h le même jour pour un entretien préalable à sanction. Militants ouvriers de l'agglomération angevine et travailleurs d'Adrexo venus de Paris, Bordeaux, La Rochelle, ou encore Lorient, se sont retrouvés à une centaine pour défendre leur camarade face aux menaces du patron.

Adrexo emploie 23 000 distributeurs d'imprimés publicitaires sur toute la France, dont 110 à Angers. 95 % sont en contrat à temps partiel, ce qui leur impose de ne travailler parfois que quatre ou sept heures par semaine. Il n'y a pas de quoi boucler les fins de mois ! Le pire est que le travail comptabilisé par le patron comme devant être effectué en quatre heures prend en fait le double de temps, car la préparation des prospectus est longue, et les tournées sont interminables. Du coup, même si les travailleurs touchent officiellement le smic horaire, ils travaillent en fait pour à peu près la moitié. De plus Adrexo ne fournit pas les véhicules : chacun assure donc sa tournée avec sa voiture personnelle, les frais d'usure restant à sa charge.

Cette année, pour augmenter encore les bénéfices des actionnaires, Adrexo a décidé d'un plan de « transformation pour l'avenir », en fait un plan de licenciements. L'entreprise cherche à réaliser 700 départs volontaires, mais n'en a trouvé que 300 : il n'échappe donc à personne qu'Adrexo ne va pas tarder à désigner les 400 volontaires qui manquent. Quant à la transformation prévue d'une bonne part des sites actuels en simples centres de relais, par exemple dans le Maine-et-Loire ceux de Cholet et Saumur, elle risque de se traduire par des licenciements encore plus nombreux.

C'est pour avoir dénoncé tout cela, pour avoir monté un syndicat CGT sur le site d'Angers ainsi que sur huit autres, que Catherine Tahai est dans le collimateur de la direction d'Adrexo. Cette dernière souhaite d'autant plus se débarrasser de la gêneuse, et décapiter la CGT, qu'il y a des élections professionnelles en septembre. Ancienne secrétaire du syndicat des employés municipaux d'Angers, militante connue localement pour sa combativité,

LO

Catherine a appris lors de l'entretien les motifs de sa convocation : son « mauvais caractère » et des erreurs professionnelles manifestement fictives, puisque la direction n'a été capable d'en préciser ni le lieu ni le moment ! Elle recevra dans les jours qui viennent la lettre recommandée lui précisant sa sanction.

La presse locale a jusqu'à présent été très discrète sur les abus d'Adrexo, car l'entreprise est pour partie propriété du groupe Ouest-France, qui possède aussi Le Courrier de l'Ouest, le deuxième quotidien de la ville. Mais les travailleurs d'Adrexo ne comptent pas en rester là. « Une heure travaillée, une heure payée », « annulation de toute sanction contre Catherine Tahai » : voilà les revendications qu'ils vont continuer à avancer.

Correspondant LO

Daunat – Sevrey : difficile à avaler

Il y a plus d'un an, fin avril 2014, les salariés de Daunat, une usine de fabrication de sandwichs sous vide d'environ 350 salariés, à Sevrey, dans le châlonnais, avaient fait grève contre le travail du dimanche payé à 150 % au lieu de 200 %. Aujourd'hui, rien n'a changé, cela s'est même dégradé.

Maintenant, les salariés doivent travailler le samedi après-midi, et les chefs font pression pour qu'ils travaillent le dimanche, tout en se cachant derrière le fait que c'est « au volontariat ». Et il n'est toujours pas question de payer les dimanches double, car cela ne fait pas partie de la convention collective de Daunat.

Les salariés sont à bout. Ils ont l'impression de passer leur vie à l'usine. Face à la demande de travail du dimanche, plusieurs répliquent : *« Ça sera sans moi ! »* Si encore les conditions de travail étaient acceptables, et les salaires honnêtes. Mais c'est loin d'être le cas. Les salaires sont misérables et *« les machines fonctionnent très mal, le pain reste souvent coincé dedans, et finalement on passe plus de temps à gérer les problèmes des machines qu'à vraiment travailler. Le soir, on est exténués quand on rentre chez nous »*, témoigne une ouvrière. En fait, on peut dire que les conditions de la production sont à l'image des sandwichs : elles laissent vraiment à désirer. En plus de cela, la direction retire le peu qu'ont les ouvriers. Un exemple : les chèques vacances viennent d'être supprimés.

Les salariés de Daunat ont bien raison de vouloir de plus hauts salaires et de meilleures conditions de travail.

Pour imposer leurs revendications à leur direction qui aujourd'hui se croit tout permis, il leur faudra s'organiser collectivement comme ils l'ont fait l'an dernier.

Correspondant LO

Rio Tinto Alcan : profits et dividendes

Rio Tinto Alcan (minerais et aluminium) a déclaré un bénéfice net de 9,3 milliards de dollars en 2014.

Le total des salaires annuels de ses principaux cadres a doublé, passant de 22,9 millions de dollars en 2010-2011 à 44,3 millions en 2014.

Quant aux dividendes annuels des actionnaires, ils augmenteront cette année de 12 %, après 15 % l'an passé.

Rio Tinto Alcan dépensera plus de deux milliards de dollars à racheter ses actions, poussant ainsi à la hausse de leur cours et à celle des dividendes.

Mais, cette année, les travailleurs d'Aluminium Dunkerque n'auront que 30 euros par mois d'augmentation… après avoir débrayé pour les imposer !

Les patrons et actionnaires s'en mettent plein les poches aux dépens des travailleurs et font monter la tension. Ça va bien finir par craquer.

Correspondant LO

LIVRE

Sam Johnson : Toute ma vie, j'ai lutté

De l'Alabama à Los Angeles et à Detroit

Sam Johnson s'est battu toute sa vie. Né en 1939 en Alabama, à la campagne, il a connu la violence régnant dans le sud des États-Unis, c'est-à-dire non seulement un système de ségrégation légal mais aussi un terrorisme d'État, hors de toute légalité. Il a grandi à Bessemer en Alabama, où les membres de la police et ceux du Ku Klux Klan étaient souvent les mêmes personnes.

Mais, comme d'autres jeunes Noirs de sa génération, il n'a pas accepté la place à laquelle la société raciste le condamnait. Il a appris à se battre de bonne heure, auprès de ses grands frères et de ses cousins qui lui ont appris à lutter physiquement. Mais son état d'esprit de combattant, il l'a acquis de sa mère, qui était elle-même une forte femme. Quand il était encore un jeune garçon, il l'a vue affronter la police qui voulait perquisitionner la maison, il l'a vue empêcher physiquement un homme de frapper sa sœur. Et il a vu le rassemblement de toute la famille, armée de fusils, pour défendre une de ses tantes menacée d'une descente du Klu Klux Klan.

Tout cela a fait de Sam un jeune qui ne cherchait pas la bagarre, mais qui ne reculait pas quand il fallait se battre. À 18 ans, Sam avait déjà été jeté trois fois en prison, à chaque fois parce qu'il avait refusé d'adopter l'attitude soumise que les Noirs devaient adopter devant l'autorité blanche.

À 20 ans, sa mère lui a donné 40 dollars et l'a envoyé, avec son frère cadet et l'un de ses jeunes cousins, à Los Angeles, pour éviter qu'ils finissent par être tués par les policiers dans le Sud.

En Californie, Sam a vite découvert que la police n'était pas très différente et qu'à Los Angeles la ségrégation était pire qu'à Bessemer.

Il est resté sept ans à Los Angeles, vivant la plupart du temps comme les jeunes des rues. Il y a rencontré pour la première fois des militants politiques qui lui ont fait entrevoir autre chose que ce qu'offre cette société raciste : des militants qu'on appelait les Musulmans noirs, membres de l'organisation la Nation de l'Islam, connue pour organiser l'autodéfense des Noirs.

L'événement peut-être le plus important pour lui pendant ces années à Los Angeles fut les émeutes de Watts en 1965. Le grand quartier noir de Los Angeles s'est soulevé tout entier contre la police et Sam a compris pour la première fois, selon ses mots, *« le pouvoir que les Noirs pouvaient avoir »*.

Après une altercation avec un gardien raciste et après avoir été battu presque à mort par des policiers, Sam a été licencié et a quitté Los Angeles pour rejoindre son frère à Detroit.

Deux mois après son arrivée à Detroit, éclata l'énorme émeute de 1967. Ce fut probablement la plus importante de toutes. Elle a entraîné des Blancs pauvres, qui sont aussi descendus dans la rue et ont participé au pillage des boutiques et aux affrontements avec les flics.

Tout de suite après, l'industrie automobile a ouvert des bureaux de recrutement dans le quartier où les émeutes avaient démarré. Pour la toute première fois, les ouvriers noirs étaient nombreux à être embauchés dans les grandes usines automobiles.

Sam est alors entré en contact avec des communistes, qui publiaient un bulletin sur son entreprise et sur d'autres. En discutant avec eux, il a commencé à voir ce qu'il appelle *« le grand tableau »*, la vue d'ensemble sur le fonctionnement du système et ce qui engendre le racisme. Il s'est mis à lire les livres qu'ils lui prêtaient : Robert Williams, qui avait aidé à organiser l'autodéfense de la communauté noire de Monroe en Caroline du Nord, Malcolm X, Lénine, Trotsky, Marx.

Il devint un militant révolutionnaire actif – en fait il est l'un de ceux qui ont contribué à construire, presque depuis le début, l'organisation The Spark. Il est devenu un militant syndical, utilisant les postes auxquels il a été élu pour organiser les travailleurs qui voulaient se défendre. Il a été plusieurs fois candidat dans les élections de la bourgeoisie, afin de faire entendre la voix des travailleurs, de leur offrir le choix de voter pour quelqu'un qui n'appartenait pas à l'un des deux partis bourgeois, quelqu'un qui parlait au nom des intérêts de la classe ouvrière.

Cette partie du livre raconte les différentes choses que Sam et ceux qui étaient autour de lui ont faites, comment ils luttaient contre l'exploitation quotidienne et les incidents racistes, de même que la façon dont il discutait autour de lui en essayant de faire partager sa vue d'ensemble.

Le livre est une collection d'anecdotes se rapportant aux différentes périodes de la vie de Sam. Pendant des années, il a utilisé ces anecdotes pour illustrer les idées politiques dont il parlait.

Raconté de façon très vivante au fil de ses souvenirs, c'est *« le récit extraordinaire d'un militant ayant vécu sa vie durant une période de l'histoire américaine qui ne l'est pas moins »*.

J.C.

Éditions Les Bons Caractères
290 pages - 16,50 euros

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal juin 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin.
Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 – Télécopie : 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante : **Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versée par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte Ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	*Lutte Ouvrière*		*Lutte de classe*
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord , Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Grèce : Tsipras, refus et… renégociation

Le Premier ministre grec Tsipras a rejeté les propositions des Institutions européennes. Elles étaient une vraie provocation : on y trouvait une hausse de la TVA, entre autres de dix points sur l'électricité, de cinq points sur les médicaments, ainsi que l'exigence d'une baisse des pensions de retraite les plus modestes, qui passeraient de 480 à 320 euros, et un report de l'âge légal de départ.

L'Eurogroupe a formulé les propositions les plus inacceptables, celles qui touchent aux engagements de Tsipras les plus attendus par ceux qui l'ont élu. Il s'agissait pour les dirigeants européens de faire plier un gouvernement qui, malgré des reculs, refuse de renoncer ouvertement à ses engagements vis-à-vis d'une population qui le soutient encore. La réponse négative de Tsipras aux exigences des Institutions européennes a été accompagnée du refus de rembourser au Fonds monétaire international l'échéance prévue pour le 5 juin, suivi d'une demande, finalement acceptée par le FMI, de regrouper tous les paiements en fin de mois.

Tsipras a ensuite répondu le 5 juin en mobilisant son parti et l'opinion publique dans un discours à l'Assemblée, révélateur à la fois de sa détermination et de son peu de marge de manœuvre. Il a rappelé la fermeté du gouvernement négociant *« debout, en préservant la sécurité du peuple grec »*. Il s'en est pris aux partis de l'opposition, toujours critiques, en exigeant qu'ils osent dire ouvertement s'ils étaient prêts à accepter les propositions catastrophiques des créanciers. Face à l'opposition dans son propre parti Syriza, et à l'adresse de l'opinion publique, il a renouvelé ses objectifs de protection des retraites, de rétablissement des conventions collectives, de redistribution des revenus par davantage de justice fiscale. Mais pour cela, il ne compte que sur de nouvelles négociations avec les mêmes créanciers auxquels le gouvernement va faire de nouvelles propositions. Il compte aussi sur *« le soutien du peuple grec à la ligne de négociation nationale, à l'effort titanesque accompli par le gouvernement en faveur d'une solution juste et fiable »*.

Devant les pressions, Tsipras n'a pas plié. Mais avec le temps, elles vont s'aggraver et rendre sa marge de manœuvre de plus en plus étroite. Les travailleurs, les chômeurs, les classes populaires ne doivent pas se contenter de dépendre des avancées ou des reculs du gouvernement. Eux seuls sont capables de créer un rapport de force pour s'opposer aux attaques de la bourgeoisie, à commencer par la leur qui, elle, mène sa guerre pour casser les salaires et les contrats de travail. Mais cela nécessite de s'organiser, de se préparer à mener des luttes pour défendre leurs intérêts propres.

Sylvie Maréchal

LO

«Assez d'austérité !», lors d'une manifestation devant le Parlement à Athènes.

Retraites : outils de survie

Contrairement à ce que prétend toute une campagne de presse européenne, la pension moyenne des retraités grecs atteint 665 euros, soit le niveau du seuil de pauvreté défini par Eurostat. Mais 45 % d'entre eux touchent moins de 665 euros. Quant à la retraite complémentaire, elle est en moyenne de 168 euros. Encore faut-il avoir cotisé, chose difficile dans un pays qui pratique depuis longtemps, et de plus en plus, le travail au noir.

La pension de retraite, c'est la bouée de sauvetage pour beaucoup de familles puisque près de la moitié des ménages grecs vivaient en 2014 de la pension d'un membre de leur famille, selon une enquête de la Fédération des commerçants et artisans.

Les Institutions européennes dénoncent la part trop importante du produit intérieur brut consacrée aux retraites et aux pré-retraites. Mais ce sont leurs plans d'austérité qui ont fait reculer ce PIB de 25 % et ont entraîné, depuis 2010, la disparition de 200 000 postes dans la fonction publique. Une bonne partie des travailleurs, en particulier des mères de famille, ont pu alors bénéficier de retraites anticipées. Et heureusement !

S.M.

Espagne : le changement pour les classes populaires ne viendra pas des « pactes » mais des luttes

Les résultats des récentes élections municipales et des Parlements de la grande majorité des Autonomies (c'est-à-dire des grandes régions d'Espagne) confirment que le développement rapide des deux nouveaux partis a entraîné un changement important de la donne politique dans l'ensemble du pays.

En effet, d'une part Podemos qui exprime une contestation politique et sociale ancrée à gauche, et d'autre part Ciudadanos, tourné vers l'électorat du centre et de la droite, ont remporté des scores importants qui rendent plus difficile la constitution d'une majorité pour diriger les institutions régionales ou municipales. Pour parvenir à élire des présidents de parlements locaux ou des maires, les partis se trouvent obligés de construire des « pactes » qui se font et se défont en fonction des circonstances.

Les élections pour le renouvellement du Parlement d'Andalousie qui se sont déroulées il y a deux mois en ont donné un exemple. Si Sylvia Diaz, la présidente PSOE sortante, avait conservé un score important, elle ne disposait pas d'une majorité d'élus. Il lui fallait donc pour garder sa place à la tête de la région conclure un accord avec au moins l'un de ces deux nouveaux partis qui ont obtenu plusieurs élus régionaux. Depuis deux mois, les négociations entre les partis ont été d'autant plus tourmentées que, si aucune majorité ne s'était dégagée, il aurait fallu annuler les élections. Podemos refusait les conditions de Sylvia Diaz, et c'est finalement Ciudadanos qui malgré les avances du PP, le Parti Populaire, de droite, actuellement au pouvoir, a choisi de soutenir la candidate socialiste, moyennent quelques engagements sur la lutte contre la corruption.

Les problèmes de tactique politicienne qui se sont posés en Andalousie se posent visiblement aussi dans d'autres régions. Dans bien des municipalités, la constitution des majorités mettra à l'ordre du jour des alliances multiples. Pendant que le PP essaie d'attirer Ciudadanos pour écarter le PSOE, ce dernier et Podemos tantôt se rapprochent, tantôt s'écartent.

Mais si toutes ces péripéties politiciennes occupent le devant de l'actualité, elles ne constituent pas l'essentiel. Il reste que les élections en cours sont marquées par l'expression du ras-le-bol des classes populaires. Dans plusieurs grandes villes comme Madrid ou Barcelone, les scores de Podemos sont significatifs. Plusieurs candidats qui avaient choisi de faire campagne sur la situation inacceptable des travailleurs, des chômeurs et des pauvres ont été élus avec des scores importants. La lutte acharnée des partis en place depuis longtemps, les manœuvres politiques visant à conclure des « pactes » nécessaires pour constituer des majorités vont s'accentuer, avec à l'horizon la perspective des élections générales pour le Parlement de l'ensemble du pays d'où sortira le futur chef du gouvernement.

En attendant, il y a une autre réalité. Il y a la crise et les mensonges sur la reprise. Il y a des attaques contre les travailleurs. Il y a le chômage et la précarité qui augmentent et la baisse réelle des salaires. Mais il y a aussi la contestation, la volonté de changer les choses qui depuis maintenant plusieurs années s'est exprimée, dans la rue, dans les quartiers populaires et dans de nombreux secteurs. Alors si l'actualité politicienne montre une chose, c'est que les classes populaires ne doivent pas se faire entendre que dans les urnes mais dans les luttes sociales.

Henriette Mauthey

Cercle Léon Trotsky

La longue lutte des Noirs américains

Vendredi 19 juin à 20 h 30

Docks de Paris – Eurosites
50, avenue des Magasins-Généraux
Bâtiment 282
Aubervilliers

Métro Front Populaire (ligne 12)

Participation aux frais : 3 euros

Lutte Ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1019 C 85576